

Mettre le feu à sa propre maison

La crise au Kasai: La manipulation du pouvoir coutumier
et l'instrumentalisation du désordre



Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants :
www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org.

Photo de couverture: © Photo privée tous droits réservés.

Page de Contenu

3 Glossaire	6 Résumé et recommandations	8 Introduction	
9 Histoire du conflit et de son intensification	22 Analyse	31 Conclusion	
32 Annexe A Kamuina Nsapu et les Lulua	34 Annexe B Liste des groupes armés restants dans le Kasai et le Kasai	35 Annexe C Politiques ethniques au Kasai des années 1960 à aujourd'hui	37 Références

Glossaire

Affranchissement : Un processus habituellement entrepris avec le consentement d'un chef de *groupement*, qui, après s'être mis d'accord avec un de ses *kapitas* (chef subalterne), accepte de créer un nouveau *groupement* avec le *kapita* comme chef. Cela se fait généralement lorsque la population d'un *groupement* a suffisamment augmenté pour que la création d'un nouveau *groupement* puisse être justifiée. Ce processus est à l'origine du conflit historique entre les lignées Kamuina Nsapu et Ntenda parmi les Bajila Kasanga. C'est un phénomène courant dans la région du Kasai.

Bajila Kasanga (sing. Mujila Kasanga): Un grand clan Lulua qui domine un groupe de clans collectivement appelé « Mutombo ». Il lutte pour la domination des Lulua avec un autre groupe de clans, dominé par la lignée du roi Kalamba, appelé collectivement « Katawa ».

Evariste Boshab : Un proche allié du président Joseph Kabila qui a été impliqué dans la manipulation de l'autorité coutumière dans la région du Kasai et qui a contribué à l'arrestation de Jean-Prince Pandi. Il a notamment été chef de cabinet du président Kabila, président de l'Assemblée nationale, ministre de l'Intérieur et secrétaire général du *Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie* (PPRD). Il est originaire du groupe ethnique Ngende de la province du Kasai du nord (un sous-groupe des Kuba).

Chefferie : Une unité administrative congolaise dirigée par un chef coutumier qui hérite du titre d'un membre de sa lignée. Administrativement, elle est au même niveau qu'un secteur. Sa position dans la hiérarchie de l'administration congolaise est : Province - Territoire - Secteur / Chefferie - Groupement - Village.

Chokwe : Un groupe ethnique qui considère son territoire ancestral comme se trouvant dans la région du Kasai méridional et dans le nord de l'Angola. Certaines milices de Bana Mura qui se sont mobilisées contre l'insurrection de Kamuina Nsapu ont recruté dans cette communauté.

Dédoublement : Dans le cas de cette étude, une scission ou un doublement du pouvoir et le nom donné à la stratégie du gouvernement congolais pour saper l'autorité des chefs coutumiers. Cela se fait parfois en refusant de reconnaître un chef coutumier nommé par la famille régnante, comme dans le cas de Jean-Prince Pandi, ou en reconnaissant légalement celui qui n'a pas été nommé par la famille régnante.

Groupement : Une unité administrative congolaise dirigée par un chef coutumier. Sa position dans la hiérarchie de l'administration congolaise est : Province - Territoire - Secteur / *Chefferie* - *Groupement* - Village

Alex Kande : Ancien gouverneur du Kasai Central de la communauté ethnique Lulua, accusé d'avoir empêché Jean-Pierre Pandi d'obtenir un arrêté d'État le reconnaissant comme chef coutumier du groupement Bashila Kasanga. Chef d'un parti politique aligné sur la Majorité Présidentielle nommé Congrès des Alliés pour l'Action au Congo (CAAC).

Clément Kanku : Un politicien du territoire de Dibaya de la province du Kasai Central qui aurait encouragé une milice Kamuina Nsapu dans ses attaques initiales contre les institutions étatiques. Il est un ancien vice-gouverneur de la province du Kasai Occidental et un parlementaire national, anciennement dans l'opposition. En décembre 2016, il a été nommé ministre de la Coopération au développement, poste qu'il a occupé pendant cinq mois.

Lubaphone : Un terme générique utilisé pour désigner les populations parlant le tshiluba dans la région du Kasai. Les groupes les plus importants sont les Lulua et les Luba-Lubilanji, mais ils comprennent aussi les Bakwa Nyambi dans la province du Kasai.

Lulua : Un groupe de langue tshiluba situé principalement dans le Kasai Central et, dans une moindre mesure, dans la province du Kasai. Il fait partie du groupe plus large des peuples Luba de la région du Kasai comprenant également les peuples

Luba-Lubilanji, qui résident principalement dans les provinces du Kasai Oriental et de Lomami.

Manga (sing. *buanga*) : Un terme tshiluba signifiant « remèdes » ou « fétiches », selon le contexte. Utilisé par les groupes et les milices Kamuina Nsapu au Kasai dans le cadre de rituels destinés à les protéger au combat par des moyens occultes.

Hubert Mbingho : Vice-gouverneur de la province du Kasai issu du groupe ethnique Pende, accusé de complicité dans l'organisation des Bana Mura.

Maker Mwangu Famba : Ancien ministre de l'Enseignement primaire et secondaire et ancien vice-gouverneur de la province du Kasai Occidental, du groupe ethnique Pende. Il est accusé de soutenir les milices Bana Mura.

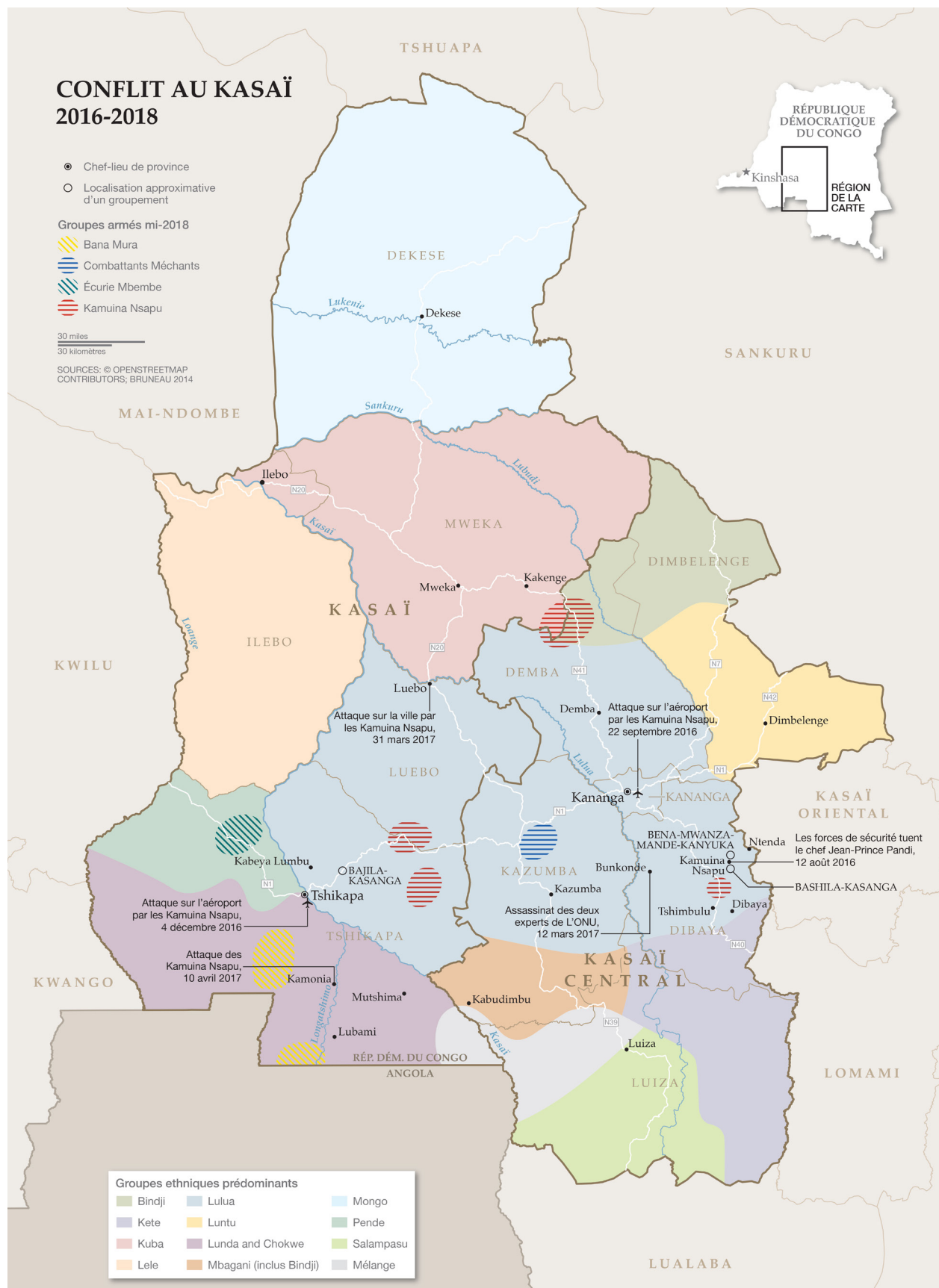
Jean-Pierre Pandi : Un guérisseur traditionnel (*tradipraticien*) et membre de la classe dirigeante du clan Bajila Kasanga qui résidait auparavant en Afrique du Sud. Après la mort de son oncle, il a été nommé chef coutumier du *groupement* de Bashila Kasanga (Kasai Central) par la famille régnante en 2012. Après s'être vu refuser un arrêté reconnaissant cette nomination, il a formé une milice qui cherchait initialement à empêcher les agents de l'État d'entrer dans son village, Kamuina Nsapu, siège du *groupement* Bashila Kasanga. Il a été tué après une confrontation avec les forces de sécurité de l'État le 12 août 2016.

Pende : Un groupe ethnique qui considère que sa maison ancestrale se trouve dans les provinces du Kasai, du Kwilu et du Kwango. Certaines milices de Bana Mura qui se sont mobilisées contre l'insurrection de Kamuina Nsapu ont recruté dans cette communauté.

Tshiluba : La langue parlée par les peuples Luba-Lubilanji et Lulua de la région du Kasai.

Tshiota : Un terme Tshiluba signifiant « famille élargie ». Il désigne traditionnellement les personnes qui s'assoient ensemble le soir autour d'un feu, qui est à la fois un symbole d'unité et un espace où les problèmes sont résolus. Dans le Kamuina Nsapu, le *tshiota* est devenu à la fois un site où de nouveaux membres ont été « initiés » et une expression des liens créés entre les nouveaux membres.

Tshizaba : Traditionnellement, un pot en argile dans lequel des remèdes sont préparés. Dans le contexte du Kamuina Nsapu, le terme en est venu également se référer à la fois au pot et à la substance qui était utilisée dans le cadre de l'initiation des nouveaux membres.



Résumé et recommandations

Depuis août 2016, la région du Kasai a vu l'une des escalades de violence les plus dramatiques de l'histoire congolaise. Une lutte localisée pour le pouvoir coutumier s'est rapidement répandue dans quatre provinces, alimentée par le ressentiment suscité par la marginalisation économique et politique, et aggravée par le recours disproportionné à la force par le gouvernement pour réprimer la révolte. En l'espace d'un an, 1,4 million de personnes ont été déplacées et des douzaines de milices armées ont été formées. L'Église catholique a dénombré 3 383 décès dus à des conflits dans la grande région du Kasai pour la seule période du 13 octobre 2016 au 17 juin 2017.

La crise révèle la rapidité avec laquelle un conflit local peut se propager dans le contexte instable actuel de la RD Congo. L'accent mis par le gouvernement sur une réponse militaire étroite a aggravé la crise. Au lieu de chercher une solution négociée aux griefs d'un chef coutumier provocateur, les forces de sécurité l'ont tué, puis ont fait usage d'une brutalité extrême pour tuer des centaines de miliciens dépenaillés – des enfants pour la plupart munis d'armes rudimentaires -- et de civils. L'armée et la police ont ensuite aidé à mettre en place des milices rivales, soutenues aux niveaux national et provincial par des politiciens. En revanche, il n'y a eu pratiquement aucune tentative sincère de la part du gouvernement pour s'attaquer aux causes profondes du conflit ou chercher à le résoudre de manière pacifique.

Cette crise remet en cause une hypothèse tacite au sujet du Kasai : cette colère généralisée suscitée par la marginalisation politique et économique ne pourrait conduire à un conflit armé. La propagation rapide de la rébellion de Kamuina Nsapu et ses attaques sanglantes contre les institutions étatiques devraient amener les décideurs à réexaminer la façon dont ils évaluent les dynamiques politiques en RD Congo de manière plus générale. Les principaux facteurs à l'origine de la crise sont plus ou moins répandus dans la majeure partie du pays à des degrés différents : la manipulation des luttes locales pour

le pouvoir coutumier, la marginalisation sociale et les élites qui, dans le climat actuel d'incertitude politique, aggravent ou bien sont indifférentes à la violence généralisée.

Bien que le conflit dans le Kasai ait diminué, les niveaux de souffrance humanitaire restent extrêmement élevés, et le potentiel pour de nouvelles violences, en particulier dans la province du Kasai, subsiste. Il est difficile d'envisager une solution globale à ces défis, ou d'empêcher de nouvelles violences, sans aborder les dynamiques nationales. Le gouvernement congolais devra mettre en place des initiatives, soutenues par des bailleurs de fonds, pour faire face aux conflits coutumiers et réformer les structures de pouvoir traditionnelles. Les efforts visant à rompre l'isolement économique des provinces du Kasai et à promouvoir un dialogue inclusif devraient se poursuivre. Peut-être le plus important est-il que les agents du gouvernement, notamment les officiers de l'armée, soient tenus de rendre des comptes pour avoir encouragé la violence ou fait un usage disproportionné de la force pour la réprimer.

Recommandations

Gouvernement congolais

- Dépolitiser et rendre plus transparentes les procédures de reconnaissance des chefs coutumiers en créant une commission d'État indépendante chargée de résoudre les conflits coutumiers, comme le stipule la loi de 2015 sur le statut des chefs coutumiers.
- Mener des poursuites militaires pour les exactions commises par les membres de la police et de l'armée, notamment en agissant sur le cas existant, sur base des preuves fournies par l'équipe d'experts internationaux de la Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, et en fournissant des ressources et un pouvoir plus importants aux procureurs militaires.
- Enquêter sur l'implication des autorités provinciales et nationales dans le soutien des milices.

- Entreprendre des efforts de bonne foi pour collaborer avec l'envoyé de l'ONU, Robert Petit, afin d'établir les responsabilités pour le meurtre de deux experts de l'ONU au Kasai Central en 2017, notamment en fournissant l'accès aux témoins.
- Redynamiser la commission nationale de démobilisation en allouant des fonds pour les opérations au Kasai et en prenant des mesures pour rassurer les combattants qu'ils ne seront pas maltraités.
- Entreprendre de véritables efforts pour promouvoir la réconciliation entre les communautés dans le Kasai en créant des forums publics où les victimes et les dirigeants locaux peuvent exprimer leurs griefs et débattre des solutions.

Parlements nationaux et provinciaux congolais

- Mettre en place des commissions pour enquêter sur les conflits coutumiers et, de concert avec le gouvernement et la société civile locale, pour aider à promouvoir leur résolution pacifique.
- Redynamiser la Commission de défense et de sécurité pour surveiller et enquêter efficacement sur les opérations de l'armée congolaise, des services de renseignement et de la police.

MONUSCO

- Prendre une position déterminée sur les violations des droits humains commises par le gouvernement, notamment en publiant des rapports sur les droits humains ainsi que des communiqués de presse.
- Continuer de créer des espaces de dialogue politique aux niveaux local et national. Cela devrait inclure la sensibilisation des chefs coutumiers ainsi que des organisations de la société civile travaillant sur les conflits coutumiers, afin de garantir que les conflits localisés sur les ressources et le pouvoir politique coutumier soient traités rapidement.
- Maintenir une présence dans le Kasai, afin d'y surveiller les évolutions et de se prémunir contre de futurs conflits violents.
- Maintenir la pression sur le gouvernement congolais pour qu'il mène des poursuites en cas

de manipulation politique des conflits locaux par ses fonctionnaires.

Conseil de sécurité des Nations unies

- Maintenir la pression sur le gouvernement congolais pour qu'il mène une enquête transparente sur les meurtres des experts de l'ONU dans le Kasai.
- Encourager le Groupe d'experts des Nations Unies sur la RD Congo à se concentrer également sur la région du Kasai, et augmenter leur personnel avec un expert sur le Kasai.
- Faire des déclarations claires sur les progrès réalisés par le système judiciaire congolais, avec le soutien des fonctionnaires de l'ONU, dans l'assassinat de deux experts de l'ONU au Kasai en mars 2017.
- Demander au Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, par l'intermédiaire de son Unité des meilleures pratiques, d'examiner les mesures prises par la MONUSCO pour faire face à l'escalade de la violence dans la région du Kasai.
- Tirer parti du rapport de l'équipe d'experts internationaux du conseil des droits de l'homme des Nations unies pour informer les nouvelles sanctions des responsables de la violence.

Communauté internationale des bailleurs de fonds

- Soutenir les initiatives du gouvernement congolais visant à résoudre les différends sur le pouvoir coutumier et à dépolitiser la reconnaissance formelle des chefs traditionnels.
- Affecter des fonds supplémentaires pour le développement et le désenclavement de la région du Kasai.
- Lier la transformation des conflits violents à la résolution de la crise politique à Kinshasa et à la promotion d'une plus grande responsabilisation des élites politiques au moyen d'élections.

Cour pénale internationale

- Si les autorités congolaises ne poursuivent pas de bonne foi les responsables des violences, annoncer l'ouverture d'une enquête sur ces crimes.

Introduction

En août 2016, la région congolaise du Kasai, qui n'avait pas connu de conflit sérieux depuis des décennies, a fait la une des journaux.ⁱ Un chef coutumier voyou avait commencé à ériger des barrages routiers qui étaient occupés par de jeunes hommes et des enfants, apparemment sous l'influence de drogues et de *manga*, fétiches magico-religieux.ⁱⁱ Ces barrages routiers ont été conçus pour empêcher les agents de l'État d'entrer dans le village du chef, Kamuina Nsapu.¹ Le 12 août, Jean-Prince Pandi, le chef responsable des barrages routiers, également appelé Kamuina Nsapu, a été tué par les forces de sécurité de l'État.

Les événements se sont précipités et le conflit dans la région du Kasai est passé d'une situation localisée à Kamuina Nsapu et dans ses environs à un conflit provincial, puis régional. En un an, 1,4 million de personnes ont été déplacées alors que les combats s'étendaient dans quatre provinces. Les groupes armés locaux ont proliféré, en particulier dans les parties sud des provinces du Kasai et du Kasai-Central, et l'armée nationale a réagi de manière disproportionnée, tuant des milliers de civils et de miliciens, seulement armés pour la plupart de bâtons et de machettes.² Selon une enquête de l'ONU, le gouvernement de même que ses opposants ont commis des crimes de guerre.³

Trois clivages ont alimenté le conflit, tous liés entre eux. Le premier était les luttes sur l'autorité coutumière - la querelle de Pandi n'était que l'une de ces nombreuses luttes - dans la région, souvent exacerbées ou même initiées par le gouvernement. Ces conflits ont abouti à une mobilisation armée par des chefs locaux et des dirigeants mécontents contre l'État, qui a réagi de manière disproportionnée. Finalement, alors que ces milices ont proliféré et se

sont fragmentées, se déplaçant à l'intérieur de la province du Kasai, d'autres milices locales, formées en partie à la demande de politiciens nationaux et provinciaux, se sont mobilisées contre eux sur une base ethnique en défense des populations Chokwe, Pende et, dans une moindre mesure, Tetela, souvent en alliance avec l'armée nationale et la police. En même temps, des considérations politiques au sein de la coalition au pouvoir, la Majorité Présidentielle, à Kinshasa, ont pris de l'importance.

Définir Kamuina Nsapu

Kamuina Nsapu fait référence à trois choses distinctes. À l'origine, il faisait référence à un village qui est le siège du pouvoir coutumier du clan Bajila Kasanga de la communauté Lulua.

C'est également le titre du chef de ce clan. Aujourd'hui, le terme a pris une troisième signification ambiguë : il désigne un membre de la révolte contre l'État qui a éclaté en août 2016 avec la mort de Pandi. Il est important de souligner que la révolte des Kamuina Nsapu est un phénomène, non une organisation cohérente ou hiérarchisée.

Le résultat a été l'expansion d'un conflit qui a commencé comme un différend portant sur l'autorité coutumière et a fini par devenir un conflit interethnique dont le lien avec Pandi et son mouvement d'origine a été tangentiel.

Ce rapport s'appuie sur 53 entretiens. Sauf indication contraire, ces entretiens se sont déroulés entre novembre 2017 et mai 2018 à Kananga, Tshikapa et Kinshasa. Afin de préserver la vie privée des personnes interrogées et la sécurité des chercheurs, nous n'avons pas donné leurs noms ni les dates des entretiens.

ⁱ La région du Kasai est composée de cinq provinces qui ont été créées à la suite du *découpage* des provinces du Kasai Occidental et du Kasai Oriental en 2015 par la constitution de 2006. Si le conflit kasaien a affecté la région tout entière, ses effets ont été ressentis de manière disproportionnée dans le Kasai et le Kasai Central. Le présent rapport se concentre sur ces deux provinces.

ⁱⁱ *Manga* (sing. *buanga*) en tshiluba signifie remède et renvoie dans ce contexte à des fétiches qui sont censés conférer des pouvoirs magiques aux personnes qui les portent, les possèdent ou les ingèrent. Pour les Kamuina Nsapu, cela comprenait d'ingurgiter une potion appelée *tshizaba* (terme qui renvoie aussi au pot en argile dans lequel les potions sont contenues), et d'ingérer des fourmis rouges vivantes (*mankenene*).

Histoire du conflit et de son intensification

L'« Affaire Pandi »

Jean-Prince Pandi,ⁱⁱⁱ connu sous son titre de chef Kamuina Nsapu Pandi, a été nommé chef de la famille de Kamuina Nsapu le 20 septembre 2013, devenant à la fois chef d'une entité administrative, le *groupement* Bashila Kasanga, ainsi que le chef de son clan. Il a succédé à son oncle, Kamuina Nsapu Ntumba Mupala, peu après le décès de ce dernier le 25 mars 2012.^{iv} Les chefs Bajila Kasanga (Mujila Kasanga au singulier) qui ont assisté au couronnement ont juré allégeance à Pandi en tant que chef de clan (*grand chef*). Ceci est probablement le résultat des voyages que Pandi a entrepris à la fin de 2012 dans la région du Kasai, où il a rendu visite à d'autres chefs Bajila Kasanga, afin d'obtenir leur soutien en tant que chef de clan et d'affirmer sa position de façon plus élargie parmi les chefs coutumiers dans la province (voir l'annexe A). Après la cérémonie, Pandi a quitté le village de Kamuina Nsapu et serait retourné en Afrique du Sud, même si l'on dit qu'il aurait pu également se trouver à Lubumbashi durant cette période.⁴

Entre 2013 et 2016, Pandi a sombré dans une situation de limbes administratifs devenue de plus en plus courante en RD Congo. Bien qu'il ait été choisi par la famille dirigeante de son clan pour succéder à son oncle, et même si l'autorité administrative compétente – le *chef de secteur* – l'aurait semble-t-il confirmé dans un écrit, Pandi n'a jamais reçu son arrêté officiel de la part de l'État congolais. Très probablement, puisque Pandi était quelqu'un soupçonné d'être favorable à l'opposition, comme l'oncle auquel il a succédé,

le gouvernement n'a pas voulu lui donner d'arrêté.

La situation difficile de Pandi suggère qu'il a été victime d'une tactique politique commune utilisée par le gouvernement congolais, dénommée *dédoublement*, une division ou un doublement du pouvoir. Le *dédoublement* est destiné à affaiblir un chef coutumier considéré comme favorable à l'opposition politique, soit en refusant de lui donner un arrêté, soit en reconnaissant un prétendant rival à son titre. La tactique du *dédoublement* a été particulièrement répandue dans la région du Kasai et elle est utilisée comme un moyen de porter atteinte aux autorités perçues par le gouvernement comme favorables à l'opposition. Evariste Boshab, l'ancien ministre de l'Intérieur, a été désigné par un grand nombre d'interlocuteurs du GEC comme étant un grand instigateur du *dédoublement* dans la région du Kasai, en tant que membre influent de la coalition au pouvoir et éminent politicien kasaien.

Dans le cas de Pandi, c'est le gouverneur provincial de l'époque, Alex Kande, qui l'a empêché d'obtenir l'arrêté.^{v5} Pandi a essayé de rencontrer Kande à plusieurs reprises afin de plaider sa cause, mais ce dernier a refusé de le voir.⁶ Le gouvernement central et Kande, cependant, prétendent que Pandi n'a jamais entamé les procédures administratives nécessaires pour obtenir une reconnaissance officielle de sa chefferie.⁷ Kande a soutenu le rival de Pandi, Jacques Ntenda Tshiambi Mata Mupikudi^{vi}, dans leur bataille pour le leadership parmi les Bajila Kasanga. Ntenda, le chef d'un *groupement* voisin, est même allé jusqu'à devenir membre du petit parti politique de Kande, le

ⁱⁱⁱ Il est souvent désigné aussi comme Jean-Pierre Pandi.

^{iv} Bajila Kasanga (également orthographié Bashila Kasanga) est à la fois le nom d'un *groupement* ainsi qu'un clan important chez les Lulua qui sont dispersés dans de nombreux *groupements* dans les provinces du Kasai Central et du Kasai. Le Kamuina Nsapu est à la fois le chef du *groupement* Bashila Kasanga ainsi que le *grand chef* de tous les Bashila Kasanga.

^v Kande a été soutenu dans cette entreprise par la ministre provinciale de la Santé, Innocente Bakanseka, une cousine Mujila Kasanga de Pandi. Entretiens avec un représentant du gouvernement congolais et un activiste de la société civile à Kananga.

^{vi} Ceci est son nom coutumier. Il est aussi connu comme Elie Tshiaba Mujangi.

Congrès des alliés pour l'action au Congo (CAAC).

Le 3 avril 2016, le gouvernement provincial a envoyé une délégation composée de membres de l'armée nationale (FARDC), de la police (PNC) et de l'agence nationale de renseignement (ANR) à la maison de Pandi à Kamuina Nsapu avec un mandat de perquisition. Cette action a été entreprise sur la base d'un renseignement du cousin de Pandi, un soldat démobilisé, selon lequel Pandi cachait des armes.^{vii} Le groupe effectuant la perquisition aurait inclus des « Rwandais », probablement une épithète pour décrire les soldats provenant des communautés congolaises Hutu et Tutsi, dont la présence dans la région est devenue un cri de ralliement pour les groupes Kamuina Nsapu, qui criaient souvent « *bulaba buikala buenu* ». (« *Que la terre soit vôtre* »), appelant les « étrangers » à quitter leurs terres.

elon tous les témoignages – notamment celui du gouvernement national, ainsi que du conseil de sécurité provincial – l'opération n'a pas trouvé d'armes.⁸ Apparemment à l'insu des autorités de l'État, Pandi se trouvait en Afrique du Sud quand le raid a eu lieu. Au cours de l'opération, Pandi et son pouvoir coutumier ont subi deux affronts importants qui figurent parmi les événements qui ont déclenché le conflit : premièrement, les agents de sécurité ont manipulé des objets sacrés associés à l'autorité coutumière de Pandi, violant ainsi un important tabou.^{viii} Deuxièmement, l'épouse de Pandi aurait été agressée ou violée.⁹

Pandi est retourné à Kamuina Nsapu le 23 avril 2016. Le 5 mai, il a commencé à ériger des barrages routiers empêchant l'accès à son village en réponse à l'agression des forces de sécurité. Il a affirmé que sa sécurité était en danger, et qu'il voulait se protéger et protéger son *groupe*. Ces barrages routiers étaient

principalement composés de jeunes hommes et d'enfants initiés par Pandi à un *tshiota* où le chef de chaque famille élargie offre des sacrifices aux ancêtres lors d'occasions spéciales pendant une cérémonie où ils avaient bu une potion appelée *tshizaba* dans un pot d'argile sacré du même nom.¹⁰ Pendant ce temps, Pandi a continué à initier de nouveaux membres dans son groupe, qui s'appelaient eux-mêmes ses *éléments*. Le groupe de Pandi comprenait un certain degré de hiérarchie et d'organisation, notamment un conseil de gouvernement appelé les 12 Apôtres. Ils étaient ses premiers disciples, qui ont ensuite aidé à répandre le mouvement au-delà du village de Kamuina Nsapu.

andi était de plus en plus perçu par le gouvernement provincial et l'armée comme une menace. Le 10 juillet 2016, Kande a envoyé un mémorandum à Kinshasa, reconnaissant que l'équipe ayant effectué la perquisition en avril n'avait pas trouvé d'armes dans la maison de Pandi. Mais il a également déclaré que Pandi était hostile au gouvernement et qu'il cherchait « l'hégémonie » sur les neuf chefs des *groupements* entourant le sien, notant qu'ils n'avaient pas accepté le leadership de Pandi. Le mémorandum énumérait un certain nombre d'attaques perpétrées par la milice de Pandi contre des représentants de l'État, avant de conclure en demandant au gouvernement d'aider à arrêter Pandi.¹¹ Au même moment, le commandant de la 21^{ème} région militaire a également demandé à Kande d'arrêter le chef rebelle, déclarant dans un rapport gouvernemental qu'il n'était « *pas convaincu par les conclusions du mandat de perquisition* », et qu'il avait « *de nouvelles informations en sa possession* » qui justifiaient une arrestation. Cependant, il est probable que

^{vii} Le gouvernement prétend que Pandi est allé voir son cousin, Ngalamulume Dieumerci, pour lui demander de diriger une nouvelle milice qu'il était en train de créer, en mars 2016, et qu'il avait donné à Ngalamulume des armes qu'il avait l'intention de distribuer aux miliciens. *Op.cit.*, « Éléments liés... », p.6. Dans une autre version de cette histoire, relatée au GEC par un activiste de la société civile à Kananga, Pandi aurait en réalité donné deux armes à titre d'échantillons à Ngalamulume que celui-ci a apportées au *Conseil Provincial de Sécurité* du Kasai Central comme preuve du souhait de son cousin de créer une milice.

^{viii} Ces objets sont connus en tshiluba comme *biawu bia bukalinge bia kabukulu* (les objets de pouvoir du chef). Certaines sources expliquent que le conflit a été déclenché par une révolte des ancêtres/esprits contre les militaires et l'État, qui avaient brisé le tabou.

l'initiative d'arrêter Pandi est venue de Kande lui-même, comme le suggère son mémorandum.¹²

oins d'une semaine plus tard, Evariste Boshab, alors ministre national de l'Intérieur, est arrivé à Kananga. Il a été rejoint le lendemain par le président Joseph Kabila. La raison officielle de la visite du président était d'ouvrir la centrale solaire Megatron et de lancer la nouvelle société de transport public de Kananga, Transkac.¹³ Cependant, la visite du président pour ouvrir la centrale solaire avait été annulée à plusieurs reprises, suggérant que ce voyage à Kananga était également en réponse au mémorandum de Kande et aux tensions croissantes à Kamuina Nsapu. Un politicien éminent à Kananga a signalé que lors de sa visite, Kabila a rencontré les forces de sécurité et les politiciens provinciaux pour traiter le conflit, leur demandant de limiter les dommages causés aux civils pendant leurs opérations.¹⁴

Le 25 juillet, Kande a envoyé une délégation à Kamuina Nsapu pour négocier avec Pandi. Elle était dirigée par Simon Pierre Tshibuyi Kayembe, ministre provincial de l'Intérieur, aujourd'hui décédé.^{ix} Le rapport du ministre, daté du 28 juillet, présente une image différente de celle de Kande au début du mois. Alors que le mémorandum de Kande demandait l'arrestation de Pandi pour sa rébellion contre l'État, le rapport de Tshibuyi soulignait que Pandi était mécontent que les autorités provinciales n'aient pas donné suite à sa demande de reconnaissance officielle de son titre coutumier, et rejetait l'idée qu'il formait une milice.¹⁵

Deux jours après ce rapport, le 30 juillet, le conflit s'est dramatiquement intensifié. Des jeunes des villages de Mubikayi et de Kamuina Nsapu ont attaqué le village voisin de Ntenda, incendiant une centaine de maisons. Le conflit entre ces deux chefs – Kamuina Nsapu et Ntenda – remonte à des décennies, mais il a été amplifié en raison de la proximité de Ntenda avec la coalition au pouvoir et l'opposition de Pandi à celle-ci, ainsi qu'à des tensions présumées sur le contrôle des gisements diamantifères dans le *groupement* de Ntenda (voir ci-dessous). L'attaque, qui a été entreprise

par Pandi, ou du moins avec sa bénédiction, a été le précurseur d'une attaque plus vaste menée le 8 août par les forces de Pandi contre la cité de Tshimbulu et qui a ciblé des bâtiments officiels et a tué au moins neuf personnes.¹⁶ Le quartier général de la police de Tshimbulu a été réduit en cendres, de même que les bureaux de la commission électorale, la résidence du maire et le bureau du procureur.

À ce moment-là la crise avait déjà pris un caractère politique. Le parlementaire d'opposition Clément Kanku Bukasa a été impliqué dans l'intensification des attaques.¹⁷ Une partie de la preuve de cette implication était un enregistrement d'une conversation téléphonique au cours de laquelle une personne semblant être Kanku félicite un contact lui faisant son rapport sur les attaques contre Tshimbulu. Même si le gouvernement était au courant de ce soutien et l'en a accusé lors d'une réunion provinciale sur la sécurité, Kanku a été nommé ministre national du Développement en décembre 2016. Après sa nomination, Kanku a commencé à soutenir Ntenda en tant que chef des Bajila Kasanga, suggérant qu'il avait peut-être reçu le poste ministériel en échange de son aide au gouvernement pour réprimer le mouvement de Pandi. Kanku nie ces allégations et affirme qu'il a promu le règlement pacifique de la crise depuis ses débuts.¹⁸

La montée des milices du Kamuina Nsapu et la réaction du gouvernement

Au fur et à mesure que les milices du Kamuina Nsapu se sont répandues, elles se sont rendues coupable d'abus graves, ciblant les fonctionnaires de l'État et les civils considérés comme liés à l'État. Les milices qui ont mené ces attaques représentaient un nouveau phénomène dans une région où il n'y avait pas eu de conflit violent à grande échelle depuis des décennies. Les recrues étaient majoritairement des jeunes : au moins 60% de ses membres étaient des enfants, ce qui souligne la responsabilité des dirigeants des milices ainsi que celle des FARDC, qui ont tué plusieurs dizaines de ces enfants.¹⁹ Les recrues

^{ix} La délégation comprenait Daniel Mbayi, un député provincial du PPRD et Mujila Kasanga ; un journaliste local de Radio Full Contact, Simon Mulowa Kale ; et deux gardes du corps de la police.

étaient liées à la milice par la coutume et le rituel ; les inductions ont presque toujours eu lieu après l'allumage d'un *tshiota* et par une initiation qui consistait à boire une potion de la *tshizaba*, conçue pour leur donner des pouvoirs surnaturels qui les empêcheraient d'être tués pendant le combat. Ces potions contenaient parfois de l'alcool et des os humains moulus, tandis que les recrues étaient parfois forcées de manger de la chair humaine ou des insectes.²⁰ Les armes les plus communes possédées par les membres de la milice Kamuina Nsapu ont été des frondes et des bâtons de bois, souvent sculptés pour ressembler à des AK-47, qui, selon eux, se transforment en véritables AK-47 plus puissants que les armes des forces de sécurité étatiques. Cependant, il a également été rapporté que les milices Kamuina Nsapu ont, avec le temps, obtenu des armes plus sophistiquées à la suite de leurs affrontements avec les forces de sécurité.

Les milices sont profondément sexuées. Les garçons sont utilisés comme des combattants normaux (*éléments*) et des espions. Ils sont également utilisés comme initiateurs sur les sites de *tshiota*, initiant de nouveaux membres sous la supervision d'adultes, les soi-disant « chefs de campement ». Les filles sont également utilisées dans les milices, mais presque toujours dans des rôles subordonnés aux hommes, par exemple comme partenaires conjugales des combattants. D'autres deviennent des *ya mamas* : des jeunes femmes qui sont placées en première ligne parce qu'on croit qu'elles peuvent arrêter les balles par des moyens mystiques, en les balayant dans leurs robes rouges -- le rouge étant la couleur du Kamuina Nsapu. Certaines des vidéos publiées début 2017 sur les attaques des FARDC contre les groupes Kamuina Nsapu montrent qu'un nombre considérable de victimes ont pu être des filles de ce type. Les récits diffèrent sur les critères de sélection de ces filles en tant que *ya mamas* : une source a indiqué qu'elles étaient sélectionnées parce qu'elles étaient vierges, tandis qu'une autre a déclaré qu'elles étaient choisies pour agir à ce titre seulement quand elles avaient leurs règles.²¹ Les deux versions reflètent une compréhension culturelle de la pureté et de la pollution, dans

laquelle les milices ont cherché à mobiliser la puissance des filles soit par la « pureté » de leur virginité, soit par leur état temporaire de « pollution » pendant leurs règles.

Dès le début, le gouvernement a décidé de privilégier la force militaire pour faire face aux milices Kamuina Nsapu. Malgré la recommandation initiale du ministre provincial de l'Intérieur de négocier avec Pandi, le gouvernement a rapidement décidé de traiter les Kamuina Nsapu comme des terroristes. Le général Richard Kasonga, porte-parole de l'armée, a déclaré : « *Ce ne sont pas des enfants de cœur, mais des terroristes insurgés assoiffés de sang, ils tuent des gens.* »²² Si les organisations humanitaires internationales ont d'abord soutenu que le Kamuina Nsapu était une révolte populaire, le rapport de juin 2018 par l'équipe d'experts internationaux de l'ONU - mandatée par le Conseil des droits de l'homme - a conclu que le Kamuina Nsapu était un groupe relativement structuré, ce qui en fait un conflit armé non international en termes juridiques.

Le 8 août 2016, des renforts des FARDC sont arrivés à Kananga depuis Kinshasa, ainsi qu'une délégation gouvernementale de haut niveau : Evariste Boshab (vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur) ; Général Didier Etumba (chef d'état-major général, FARDC), Général Jean-Claude Kifwa (commandant de la deuxième zone de défense, FARDC), Général Delphin Kahimbi (chef des renseignements militaires, FARDC), Charles Bisengimana (commissaire de la police nationale), Kalev Mutond (chef de l'Agence Nationale de Renseignements), et François Beya Kasonga (chef de la Direction Générale de Migrations). La mobilisation d'une délégation aussi importante montre à quel point le gouvernement a pris le mouvement de Pandi au sérieux. Par exemple, une délégation aussi importante de hauts fonctionnaires n'avait jamais visité Beni, durant la période des massacres qui y ont coûté la vie à près de 1 000 civils entre 2014 et 2018. Cela suggère que le gouvernement était profondément alarmé par la perspective d'émergence d'une zone de conflit dans le centre du pays.

Le 9 août, une autre délégation est arrivée à Kananga, cette fois-ci composée de chefs coutumiers appartenant à l'association nationale des chefs coutumiers.^x De façon quelque peu controversée, la délégation comprenait le sénateur Mbueshi Mulenda de Mweka, le *grand chef* du peuple Bakete. Mbueshi aurait bénéficié du soutien de Boshab pour devenir non seulement un chef de *groupement*, mais également le chef de la branche du Kasai de l'association nationale des chefs coutumiers, déclenchant la colère de nombreux chefs Lulua. Sa présence dans cette délégation est probablement l'une des raisons pour lesquelles elle a échoué à convaincre Pandi de se rendre.

Le 10 août, Boshab a donné un ultimatum à Pandi : se rendre, ou faire face à une attaque des FARDC. Boshab lui aurait déclaré : « *J'en ai marre de vos bêtises. Je suis venu [ici] avec toutes les autorisations.* »²³ La délégation gouvernementale a déclaré à un groupe de parlementaires nationaux du Kasai que Pandi avait 24 heures pour se rendre ou il serait tué.²⁴ Quand il a demandé à la mission de maintien de la paix de l'ONU (MONUSCO) de venir garantir sa sécurité, un parlementaire lui a répondu que cela ne serait pas possible, car la MONUSCO n'a pas de base dans cette zone-là.²⁵ Deux jours plus tard, le 12 août, Pandi a été tué à Kamuina Nsapu par les FARDC. Bien que les circonstances de sa mort ne soient pas claires, plusieurs sources signalent qu'il a été tué sans opposer beaucoup de résistance.

Le gouverneur a annoncé publiquement la mort de Pandi, et son corps a été amené à Kananga. Il avait à l'origine l'intention de montrer le corps publiquement. Ce geste visait, semble-t-il, à démontrer au public que les fétiches de Pandi étaient impuissants face à la force de l'État. Cependant, d'autres chefs coutumiers ont fait valoir que cela constituerait une atteinte aux traditions. Finalement, les corps de sept membres de sa milice et de douze policiers ont été montrés au public dans le stade, tandis que le corps de Pandi est resté dans le vestiaire. Boshab a déclaré

publiquement la fin de la rébellion, mais en fait, la mort de Pandi a déclenché une intensification du conflit.

Pour les partisans de Pandi, le fait que son corps n'ait pas pu recevoir un véritable enterrement coutumier les a rendus encore plus furieux, soulignant le rôle important de la tradition dans le discours moral local. Ordinairement, les chefs coutumiers sont enterrés en secret, la nuit, souvent dans le lit d'une rivière ou d'un ruisseau, en présence seulement d'une poignée de membres de la famille et d'autres chefs coutumiers. Le fait que son corps ait été enlevé du village et, bien que non exposé publiquement, qu'il ait été vu par beaucoup de gens, constituait un outrage pour ses partisans et pour d'autres chefs de Bajila Kasanga. Pour les plus endurcis parmi ses partisans, seul le corps de Pandi est mort. Même aujourd'hui, les groupes récalcitrants Kamuina Nsapu croient qu'il leur donne toujours des instructions à travers le monde des esprits.

Expansion et désintégration

À la suite de la mort de Pandi, les milices Kamuina Nsapu ont commencé à se fragmenter en différentes factions et ont proliféré dans plusieurs provinces. Un grand nombre de membres de la société civile et de politiciens du Kasai Central font la distinction entre la milice « originelle » Kamuina Nsapu et celles qui sont arrivées ensuite.^{xi} Bien qu'ayant été brutal, le groupe original était caractérisé par une certaine discipline inculquée par un ensemble d'interdictions, notamment l'interdiction de consommer de la viande et de s'engager dans des activités sexuelles. Ils s'attaquaient à des cibles relativement limitées, telles que les autorités de l'État et les bâtiments associés. Les derniers groupes « Kamuina Nsapu » qui ont émergé après la mort de Pandi n'ont pas souvent fait preuve de la même retenue, se livrant à de violentes attaques contre les populations civiles.

La propagation de la milice a commencé avec l'enterrement. Un activiste de la société civile a

^x L'Alliance nationale des autorités traditionnelles du Congo (ANATC). La délégation était conduite par Mwami Mwenda-Bantu Godefroid Munongo Jr.

^{xi} Une liste des diverses milices actives aujourd'hui figure à l'Annexe B.

décrit comment le premier groupe Kamuina Nsapu à entrer à Kananga est venu récupérer le corps de Pandi et le ramener au village pour l'enterrer. Un deuxième groupe venu du territoire de Dibaya a commencé avec des membres de la milice « originelle », mais alors qu'ils étaient en route vers Kananga – à environ 140 kilomètres de Kamuina Nsapu – ils ont été rejoints par d'autres personnes ayant une certaine expérience d'activités violentes ou illégales. Parmi elles figuraient des soldats démobilisés, d'anciens prisonniers amnistiés et des catcheurs. Au fur et à mesure que ce groupe a grandi, ses ambitions ont pris de nouvelles dimensions. Cela s'est déroulé dans un climat de grande instabilité politique à travers le pays, car il n'était pas clair si le président Kabila se retirerait avant la fin de son mandat constitutionnel le 19 décembre 2016.

Du 22 au 24 septembre 2016, des miliciens sont entrés dans la ville de Kananga, cherchant à récupérer le corps de leur chef, et ont attaqué l'aéroport. Ils se sont installés dans la commune de Nganza, où une grande majorité des habitants et des chefs coutumiers sont originaires du territoire de Dibaya, dont un grand nombre du clan de Bajila Kasanga. Cette identification par l'État de l'insurrection de Kamuina Nsapu avec un clan particulier a créé les conditions d'une intensification.

Lorsque les Kamuina Nsapu sont arrivés à Kananga, certains des membres qui avaient été initiés à l'origine par Pandi ont commencé à créer leurs propres sites de *tshiota* et à y initier les gens, sans l'autorisation d'une structure centralisée. L'autorité des « 12 Apôtres » originaux, le conseil de gouvernement de Pandi, a été sévèrement affaiblie à ce stade. L'expansion de la milice a également conduit à sa fragmentation, de sorte qu'aucun des divers groupes n'a reconnu qui que ce soit comme chef suprême. Par exemple, à un moment donné, Guelord Tshimanga, un membre de Kamuina Nsapu d'une famille relativement aisée de Nganza lié à Pandi, a prétendu être le chef de Kamuina Nsapu, mais il a été immédiatement blâmé par d'autres chefs et individus qui tenaient des *tshiota* dans leurs propres propriétés à

Nganza.^{xii} Ce manque de hiérarchie globale a frustré les autorités de l'État, notamment les FARDC, car il était impossible de négocier avec les groupes Kamuina Nsapu en tant que collectif, ou même de déterminer qui était représenté par les prétendus leaders de milices.

Cette attaque contre Kananga, l'une des plus grandes villes de la région avec des centaines de milliers d'habitants, était un signe clair que l'insurrection était une affaire sérieuse et que quelles qu'aient été les intentions initiales du Kamuina Nsapu, il était en train de se transformer en une expression large, violente et décentralisée de l'indignation contre l'État.

Bien que le GEC n'ait pas été en mesure de déterminer le nombre et la structure interne des différents groupes, il est clair que les groupes Kamuina Nsapu se sont rapidement développés, prenant au moins trois directions principales : en décembre 2016, les Nations Unies signalaient des affrontements touchant 154 villages à l'ouest de Kananga, le long de la route vers Tshikapa. D'autres groupes ont attaqué la ville de Luebo, à quelque 250 kilomètres au nord-ouest de Kananga, détruisant les bureaux de la commission électorale le 19 décembre 2016, le jour où le président Kabila devait quitter ses fonctions. Et en février 2017, il y a eu des signalements d'attaques contre des bâtiments gouvernementaux à Nguema, à 150 kilomètres au sud de Kananga.²⁶ Il est presque impossible qu'une telle propagation ait été coordonnée centralement, ou même exécutée par des commandants individuels. Au lieu de cela, il est plus probable, comme le suggèrent plusieurs sources de la société civile, que des dirigeants locaux et des jeunes mécontents se sont mobilisés de leur propre initiative, inspirés par des rapports de révolte ailleurs dans le pays et obtenant des bénédictions rituelles de féticheurs locaux, dont certains avaient été baptisés par Pandi ou ses disciples.

Un exemple est le cas de Maurice Kashinda, charpentier du groupe ethnique Bindji dans le territoire de Kazumba, dans le sud de la province du Kasai. De sa propre initiative, Maurice s'est

^{xii} Tshimanga a été récemment incorporé dans l'unité de protection rapprochée de l'actuel Gouverneur du Kasai Central, Denis Kambayi.

rendu vers le nord à Mfwamba, où le chef Bajila Kasanga l'a initié dans les milices Kamuina Nsapu. Il est ensuite rentré chez lui pour lancer une milice, attaquant les bâtiments du gouvernement à Tshitadi en février 2017. Mais Maurice illustre également la complexité stratifiée du phénomène Kamuina Nsapu — il serait un cousin d'Ambroise Kamukunyi, un parlementaire national qui fait partie de la coalition au pouvoir, et les deux dirigeants avaient été impliqués dans des luttes locales sur les nominations des chefs, divisant la communauté Bindji à Kazumba. Selon un rapport interne de l'ONU, une grande partie de la violence dans cette région pourrait s'expliquer par cette querelle, alors que d'autres Bindji ont cherché le soutien de la milice Kamuina Nsapu proche de Jacques Ntenda, le rival de Pandi. La présence d'une mine de diamants locale à Bonkala a également opposé Maurice à une autre milice locale, ce qui a entraîné d'autres affrontements.

Les combattants Kamuina Nsapu pouvaient être extrêmement brutaux. Ils ont souvent attaqué les employés du gouvernement, notamment les administrateurs civils, mutilant et décapitant certains d'entre eux. Par exemple, le 24 mars 2017, un convoi de 42 policiers a été pris en embuscade sur la route Tshikapa-Kananga par un groupe local de Kamuina Nsapu. Celui-ci a tué 36 personnes, permettant à six policiers lubaphones de s'échapper.²⁷ Selon l'équipe d'experts internationaux des Nations Unies sur la région du Kasai, la milice s'est également livrée au cannibalisme, à la mutilation et aux massacres de la population civile, surtout plus tard dans la rébellion et dans les zones habitées par d'autres groupes ethniques.²⁸

Le gouvernement a réagi avec une force extrêmement disproportionnée à l'insurrection. En août 2016, les FARDC ont réorganisé leurs déploiements dans les provinces du Kasai, remplaçant les unités existantes par d'autres, souvent dirigées par des commandants parlant le kinyarwanda en provenance de l'est de la RD Congo. Au moins quatre des commandants déployés ont été accusés par la justice militaire congolaise pour un massacre de civils à Kitchanga, province du Nord-Kivu, en 2015—y inclus François

Muhire, le commandant du 2101^{ème} régiment qui était impliqué dans beaucoup de violation au Kasai Central—mais l'armée n'avait pas donné suite à une demande de transfert à Goma pour jugement.²⁹ Le commandant des opérations contre l'insurrection de Kamuina Nsapu, le général Eric Ruhorimbere, aurait également participé à plusieurs massacres dans l'est de la RD Congo.³⁰

Un rapport humanitaire des Nations Unies datant de janvier 2017 a recensé plus de 600 morts, des dizaines de centres de santé et d'écoles incendiés, et plus de 1 300 maisons détruites.

Ce rapport a conclu :

« La majorité de ces abus auraient été commis par les forces armées [...]. La police a également été violente dans le contexte de perquisitions de logements soupçonnés d'abriter des membres de la milice. [...] La population est dans un état de choc généralisé et semble avoir perdu toute confiance dans les forces armées et l'État. »³¹

Certains des abus des FARDC ont été enregistrés, car les soldats ont filmé les conséquences de leurs attaques, montrant des combattants de Kamuina Nsapu morts, des enfants, allongés à côté de leurs bâtons et machettes. Certains des pires massacres du gouvernement ont eu lieu dans la commune de Nganza à Kananga entre le 27 et le 29 mars 2017, lorsque des unités spéciales des FARDC venant de l'extérieur ont probablement tué des centaines de personnes de manière relativement indiscriminée pour tenter d'en extirper les sympathisants des Kamuina Nsapu.³² Selon deux sources distinctes, ainsi qu'un rapport de l'Union européenne, un chef de la milice Bakata Katanga de l'ancienne province du Katanga, Gédéon Kyungu, a également été impliqué dans cet épisode de violence.³³ En mai 2017, il a été sanctionné par l'Union européenne pour cette implication.

En partie, la brutalité de la réponse du gouvernement peut être due à la nature magico-religieuse de la révolte. Des membres des forces de sécurité et des Nations Unies ont décrit des scènes de soldats FARDC bien armés fuyant devant un groupe d'enfants portant des bandeaux rouges, des amulettes rituelles et des bâtons.³⁴

« Le gouvernement a appelé de nouvelles troupes parce que celles qui se trouvaient là étaient incapables », a rapporté un ancien officier des FARDC. « Ils ont eu peur des gri-gri. »³⁵ D'autres sources au sein des services de sécurité suggèrent cependant que la brutalité était supposée envoyer un message, que le gouvernement ne tolérerait pas l'insurrection dans une zone traditionnellement considérée comme acquise à l'opposition, si proche des grandes villes.³⁶ Cependant, il semble qu'au lieu de décourager une plus grande mobilisation, la répression a déclenché une prolifération de milices, la population formant des groupes d'autodéfense.

L'assassinat de deux enquêteurs de l'ONU

Le 12 mars 2017, deux membres du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RD Congo - un organe spécial mandaté par le Conseil de sécurité de l'ONU pour rendre compte des violations des sanctions en RD Congo - ont été tués entre Kananga et Bunkonde. Leurs assassinats, les premiers contre des enquêteurs de l'ONU sur les sanctions dans l'histoire de l'institution, mettent en lumière les ambiguïtés entourant la violence dans les Kasai. Était-ce un exemple de la brutalité de Kamuina Nsapu ou une preuve que le gouvernement essayait de dissimuler ses abus ?

Une grande partie de ce que nous savons aujourd'hui concernant les meurtres provient des enquêtes menées par Radio France International (RFI) et Reuters, qui ont à leur tour obtenu des informations de la police des Nations Unies et de la justice militaire congolaise.³⁷ Une enquête des Nations Unies est également en cours - mais bloquée par le gouvernement congolais - et elle est menée par l'ancien procureur canadien Robert Petit.

D'après des registres d'appels et des entretiens, nous savons que peu après leur arrivée à Kananga en mars 2017, les experts de l'ONU ont rencontré le colonel Jean de Dieu Mambweni, un commandant de l'armée congolaise en charge des relations publiques. Mambweni a ensuite pris contact avec Betu Tshintela, un interprète local qui a aidé à organiser le voyage fatal des enquêteurs de l'ONU. Peu de temps après cet appel, Catalan a appelé Betu, ce qui suggère que Mambweni avait

mis Betu en contact avec les enquêteurs. Pendant les 48 heures qui ont suivi, presque chaque fois que les enquêteurs de l'ONU ont appelé Betu, il a appelé le colonel Mambweni.

Le 11 mars, la veille du jour où les deux enquêteurs ont quitté Kananga pour entrer dans le territoire de Kamuina Nsapu, Betu est venu rendre visite à Sharp et à Catalan à l'hôtel avec son cousin, José Tshibuabua, et François Mwamba, un guérisseur local impliqué dans des pourparlers de paix avec le gouvernement. Catalan a enregistré la rencontre sur un microphone caché. Au cours de la conversation, Mwamba a averti les enquêteurs de ne pas se rendre à Bunkonde, affirmant qu'il ne contrôlait pas la milice là-bas. Cet avertissement n'a pas été relayé par l'interprète et son cousin, qui au lieu de cela ont traduit que l'endroit était sûr. Tshibuabua s'est ensuite organisé pour que trois conducteurs de motos les emmènent le lendemain, Betu les accompagnant comme leur interprète.

Nous savons maintenant que Tshintela et Tshibuabua sont d'anciens informateurs de l'Agence Nationale de Renseignements (ANR). Kalev Mutond, le directeur de l'ANR, a confirmé que Tshibuabua avait travaillé pour eux, mais il a insisté sur le fait que Tshibuabua n'a jamais été employé. Néanmoins, Tshibuabua était en contact téléphonique fréquent avec le directeur provincial de l'ANR, ainsi qu'avec le chef provincial de la Direction Générale de Migration (DGM), pendant toute cette période. Plusieurs semaines après l'assassinat, Tshibuabua a été affecté à la DGM. Puis, en novembre, juste avant que Robert Petit, l'enquêteur de l'ONU, arrive dans la région, Tshibuabua a été arrêté et emmené à Kinshasa. Dans une note confidentielle adressée aux Nations Unies, Petit se plaignait que plusieurs témoins clés avaient été éloignés par le gouvernement, qui refusait de lui donner accès - ceci inclut le chef coutumier que le gouvernement accuse d'avoir organisé le meurtre, Constantin Tshidime, et un témoin clé, Jean Bosco Mukanda.³⁸

Une vidéo de l'assassinat a été découverte en avril 2017 et s'est retrouvée sur les médias sociaux. On y voit comment Sharp et Catalan sont abattus par des jeunes portant des bandeaux rouges, comme les combattants Kamuina Nsapu. Cependant,

plusieurs anomalies apparaissent sur la vidéo : d'abord, deux membres du groupe d'assassins semblent parler un mauvais tshiluba, la langue locale, selon l'analyse d'un linguiste. Cela est étrange, car les étrangers n'ont pas participé à ce qui était essentiellement une milice locale. Par ailleurs, les assassins font référence à une réunion à laquelle ils ont participé, peut-être pour planifier le meurtre, à Bunkonde - un village contrôlé par l'armée depuis février 2017.³⁹

Le meurtre a ensuite été signalé presque immédiatement par un enseignant local, Jean Bosco Mukanda. Le dernier signe de vie de Catalán remonte à un appel téléphonique à 16h49 le 12 mars - à peine 26 minutes plus tard, Mukanda a passé une série d'appels à des journalistes et des politiciens, les informant que deux personnes blanches avaient été tuées par les combattants Kamuina Nsapu. Le 18 mars, Mukanda a conduit des casques bleus de l'ONU à la tombe où les corps de Sharp et Catalán ont été enterrés. Il est ensuite devenu le principal témoin du procès pour meurtre, qui a débuté en juin 2017. Cependant, les documents judiciaires montrent que Mukanda lui-même avait été un chef de milice et qu'il était devenu par la suite un informateur de l'armée congolaise. Mukanda a également été transféré à Kinshasa en novembre 2017 avant l'arrivée de l'enquêteur de l'ONU, Robert Petit.

Rien de tout cela n'est la preuve que des hauts responsables du gouvernement ont été impliqués dans l'assassinat de Sharp et Catalán. Cependant, cela soulève des questions très sérieuses et souligne les relations complexes entre les représentants du gouvernement et les milices locales au cours de cette période.

Province du Kasai : l'ethnisation du conflit

Alors même que la violence atteignait son apogée au Kasai Central, les dynamiques du conflit ont commencé à se déplacer vers l'ouest vers la province du Kasai. Alors que l'insurrection était, au départ, un conflit au sein d'un clan, exacerbé par des agents de l'État, une fois arrivé dans la

province du Kasai, il a déclenché la violence entre les groupes ethniques. Au Kasai, contrairement au Kasai Central, aucun groupe ethnique n'a de majorité démographique (voir Annexe C). Alors que le conflit atteignait des zones dans lesquelles les Lulua et d'autres populations lubaphones vivaient à proximité des Chokwe et des Pende, ces deux autres groupes ethniques ont associé le phénomène Kamuina Nsapu aux Lubaphones. Ces autres communautés ont ensuite mobilisé leur propre milice, ce qui a intensifié le conflit. Alors que les élites politiques dans les provinces avaient souvent utilisé la rhétorique ethnique pour se battre pour le pouvoir, c'était le premier épisode de violence à grande échelle entre ces communautés.⁴⁰ La mobilisation selon des critères ethniques ne s'est pas produite en raison de « haines séculaires », mais résultait de l'instrumentalisation de l'identité ethnique à des fins politiques.

L'entrée des milices Kamuina Nsapu dans la province du Kasai s'est également produite en raison de conflits sur le pouvoir coutumier. Ceci a eu lieu dans le *groupement* Bajila Kasanga (à ne pas confondre avec le groupement Bashila Kasanga de Pandi), à quelques dizaines de kilomètres au nord de la ville de Tshikapa.^{xiii} Le *groupement* a été le théâtre d'une lutte de pouvoir entre deux chefs rivaux : Mbawu Nkanka et son neveu, Mbawu Mutela. Le conflit a débuté quand ce dernier a commencé à recevoir le salaire de son oncle comme chef coutumier. Mutela est le premier suppléant de François Madila Kalamba, président de l'Assemblée provinciale du Kasai. Ce serait Madila qui aurait manigancé le passage entre Nkanka et Mutela sur la rémunération salariale de l'État - donnant effectivement à Mutela une forme de reconnaissance en tant que nouveau chef coutumier à la place de son oncle.

Ayant entendu parler des activités de Pandi et du pouvoir des initiations au *tshiota*, Mbawu Nkanka s'est rendu à Kamuina Nsapu vers juin 2016 pour être baptisé par Pandi lui-même, ramener les *manga* (fétiches) dans son village et se battre contre son neveu. Le 28 novembre 2016, deux policiers, qui amenaient un homme

^{xiii} Ceci témoigne de l'histoire des migrations dans la région du Kasai, de sorte que le clan Bajila Kasanga a obtenu son propre *groupement* dans une région éloignée de son lieu d'origine supposé dans le territoire de Dibaya.

du *groupement* Bajila Kasanga (dans la province du Kasai) pour être jugé car il avait été accusé de viol à Tshikapa, ont été tués par des partisans de Mbawu Nkanka, qui les accusaient de soutenir son neveu. Le commandant de la police qui les accompagnait à Tshikapa a réussi à s'échapper et à alerter les autorités provinciales.

Le 1er décembre, les autorités provinciales de Tshikapa ont envoyé la police pour rétablir l'ordre et arrêter les responsables des meurtres des deux policiers. Les policiers ont été pris en embuscade par la milice de Mbawu Nkanka et treize personnes ont été tuées. Deux jours plus tard, les membres de la milice de Mbawu Nkanka sont entrés dans la ville de Tshikapa. Les affrontements entre les forces de Mbawu et les forces de sécurité de l'État ont fait 36 morts, selon le gouvernement provincial. Plus important encore, la milice de Mbawu est entrée à Tshikapa par la commune de Mabondo, habitée principalement par des Lubaphones. De nombreux membres de cette communauté étaient favorables aux forces de Mbawu, qu'ils considéraient comme exprimant leurs propres revendications à l'encontre du gouvernement central. La milice a incendié deux postes de police et repoussé les forces de sécurité de l'autre côté du pont de la rivière Kasai.

Le 4 décembre 2016 a été le jour décisif des affrontements à Tshikapa. Les forces de Mbawu sont entrées dans le centre de la ville de Tshikapa, atteignant l'aéroport. En fin de matinée, la milice de Mbawu Nkanka a décidé de se retirer de l'aéroport et du centre-ville. Plus tard dans la journée, des unités de la Garde Républicaine ont été aéroportées depuis Kinshasa et ont lancé des opérations contre le groupe de Mbawu. Tout comme à Kananga, ces opérations ont été entachées d'abus contre la communauté élargie associée à la milice, en l'occurrence la population lubaphone. La milice de Mbawu s'est finalement retirée vers ses bases rurales.

Les Bana Mura

Alors que les nouvelles de la violence des Kamuina Nsapu au Kasai Central et de la puissance de leurs *manga* se répandaient, les gens s'inquiétaient de ce qui pourrait se produire s'ils arrivaient au Kasai. Comme décrit ci-dessus, les perceptions de la violence étaient liées à des identités de groupe particulières. La rébellion de Pandi était initialement associée aux Bajila Kasanga, et plus largement aux habitants du territoire de Dibaya, jusqu'à ce qu'elle se propage dans d'autres parties du Kasai Central et commence à se répandre dans la communauté Bindji. L'histoire du précurseur de la province du Kasai, l'Unité Kasaienne (voir annexe C), en tant qu'unité politique destinée à unifier les populations non-lubaphones signifiait que l'arrivée des groupes Kamuina Nsapu du Kasai Central devait être associée aux Lubaphones.

Le résultat de l'entrée des milices Kamuina Nsapu au Kasai fut la constitution de soi-disant « groupes d'autodéfense », connus par la suite sous le nom de Bana Mura.^{xiv} Ils provenaient principalement de populations Chokwe et Pende et, dans une moindre mesure, de populations Tetela dans le sud de la province, en particulier le territoire de Kamonia. Les Bana Mura auraient été constitués afin de compenser la réaction tardive de l'État dans l'envoi de forces de sécurité pour combattre les milices Kamuina Nsapu.⁴¹ La crainte ressentie par ceux qui adhéraient aux Bana Mura était réelle : les chefs coutumiers savaient que certains de leurs pairs avaient été décapités ou brutalement tués, et la population avait entendu parler des abus de Kamuina Nsapu par le bouche à oreille. Et pourtant, en même temps, les Bana Mura se sont alors livrés à une campagne brutale de massacres de Luba et de Lulua, tuant des centaines de personnes.⁴² Dans certains cas, des barrages routiers ont été mis en place pour vérifier la présence des Lubaphones qui ont souvent été dénigrés en les appelant « Kasapo » en référence à la Kamuina Nsapu.

^{xiv} L'origine du nom suggère que ces groupes ont été formés par, ou associés à la Garde républicaine, et sont connus dans le langage courant comme Bana Mura, ou « les garçons de Mura ». Mura est un centre de formation pour les gardes républicains dans la province du Haut-Katanga.

La création de la première milice Bana Mura illustre cette interaction entre les communautés locales et les élites politiques.

Au début de l'année 2017, Maurice Kashinda (voir aussi ci-dessus), un leader Kamuina Nsapu de la communauté Bindji, avait établi un *tshiota* dans le village de Kabudimbu dans la province du Kasai Central. Ce village est proche de la province du Kasai, et il y a des villages habités par des Bindji des deux côtés de la frontière. Kashinda a alors envoyé d'autres Bindji pour établir un *tshiota* Kamuina Nsapu et une position à 25 kilomètres de là, dans le village de Mutshima au Kasai. La majorité des habitants de Mutshima sont des Chokwe, et ils ont eu peur d'y voir un *tshiota* créé. De plus, l'établissement d'un *tshiota* à Mutshima s'est produit au milieu d'un conflit en cours sur qui serait le chef du *groupement*. Le conflit était à l'origine entre Muahindi Shamuena (mieux connu sous son surnom, Koseka Moninga Te), un Chokwe qui fait partie de la famille dirigeante du *groupement*, et le chef de *groupement* Mutshima Musumbula, qui était moitié Chokwe et moitié Lulua.⁴³ Koseka Moninga Te, qui est aussi un riche diamantaire, voulait devenir chef coutumier : il cherchait à la fois à tirer parti de son pouvoir économique et à délégitimer Mutshima Musumbula en raison de sa parenté mixte. Lorsque le chef Mutshima Musumbula est décédé le 8 octobre 2012, son fils, Mutshima Tshibi, a hérité à la fois du rôle de chef et du conflit avec Koseka Moninga Te. Les forces de Kamuina Nsapu sous le commandement de Maurice ont été amenées à Mutshima par des diamantaires de Tshikapa mécontents de la façon dont les avait traités Koseka Moninga Te. À l'époque, Mutshima Tshibi avait fui le village pour Tshikapa. Les diamantaires l'ont ramené à Mutshima pour y légitimer le *tshiota*, en opposition à son rival, Koseka Moninga Te. Mutshima Tshibi est alors également devenu un partisan de Kamuina Nsapu. Là encore, le schéma familial du phénomène Kamuina Nsapu incorporé dans les conflits locaux existants sur l'autorité coutumière apparaît.

Après la mise en place du *tshiota* à Mutshima, de nombreux Chokwe du village et des environs ont fui en raison de la brutalité bien connue des combattants de Kamuina Nsapu. Ils ont déménagé

à Lubami, un village situé à environ 40 km au sud-ouest de Mutshima. Là, ils ont commencé à organiser ce qui est devenu la milice Bana Mura. Mais Bana Mura n'était pas seulement le résultat spontané et organique des communautés locales qui prenaient leur sécurité en mains. La mobilisation aurait été soutenue par les politiciens Chokwe et Pende basés à Kinshasa.⁴⁴ Par exemple, peu de temps après la mobilisation initiale à Lubami, une distribution d'armes a eu lieu, apparemment à la demande de politiciens nationaux et provinciaux. À la même époque, le vice-gouverneur du Kasai, Hubert Mbingho, qui est Pende, a tenu une réunion avec les chefs coutumiers Chokwe et Pende à Tshikapa, dans laquelle il les a suppliés de s'organiser pour se protéger contre les milices de Kamuina Nsapu.⁴⁵

De nombreuses sources à Tshikapa rapportent que Maker Mwangu, l'un des politiciens Pende les plus connus du pays, a soutenu la milice.⁴⁶ Si nous n'avons pas été en mesure de confirmer ce soutien, qui est nié par Mwangu, nous avons reçu des témoignages crédibles de la part de témoins oculaires sur un transfert d'armes que son secrétaire particulier a facilité début 2017.⁴⁷

Selon des entretiens menés par des enquêteurs de l'ONU auprès de dizaines de survivants d'attaques, les Bana Mura étaient souvent soutenus par des responsables locaux traditionnels et administratifs et collaboraient avec les forces de sécurité de l'État. Par exemple, à la cité de Kamonia, c'était le commandant de la police locale, le colonel Polydor Omokoko, un Tetela, qui organisait les Bana Mura.⁴⁸ Un observateur a vu Omokoko distribuer des armes aux Bana Mura à Kamonia.⁴⁹ Dans le village de Muyej, siège du *groupement* Kamba Shatshionga Muyeji de la province du Kasai, c'est le chef coutumier Chokwe, Kayumba Muyej, qui a été impliqué dans la mobilisation.⁵⁰ Les Bana Mura ont également participé à des opérations conjointes avec les services de sécurité, y compris la Garde républicaine (GR), comme leur nom l'indique.⁵¹ Alors que dans certains cas, cela impliquait une coopération directe, dans d'autres, cela signifiait que les jeunes Chokwe aidaient simplement la GR à identifier et à localiser les groupes ou les membres de Kamuina Nsapu.⁵²

Alors que les Bana Mura sont la plus grande milice pro-gouvernementale de la région, d'autres ont émergé aussi. Dans le territoire de Luilu de la province de Lomami, une milice a été formée par des dirigeants du groupe ethnique Kanyok, qui ont été impliqués dans des exactions contre la communauté lubaphone. Dirigée par Stanislas Matanda Manji, elle aurait également été soutenue par des hauts responsables politiques de la province de Lomami. De même, les FARDC ont été accusés de soutenir une milice appelée Combattants Méchants Méchants dans le territoire de Kazumba du Kasai Central. Cette milice recrute parmi les Lubaphones locaux et a été un allié des FARDC dans ses opérations contre les Kamuina Nsapu. Enfin, l'Écurie Mbembe est une milice qui a émergé autour des élections de 2011 autour de la ville de Tshikapa et dans le territoire de Kamonia. Elle est composée de jeunes Pende et aurait également reçu le soutien de politiciens.

Situation actuelle dans le Kasai

La crise dans la province du Kasai Central a atteint son paroxysme début 2017, puis a diminué avant de remonter de nouveau à la fin de 2017. Les niveaux globaux de déplacement ont considérablement baissé, bien qu'il subsiste des poches de violence grave et que la dynamique plus large des conflits montre peu de signes de ralentissement.

Le déclin initial de la violence n'était pas dû à une lutte sérieuse contre la dynamique qui avait provoqué le conflit. Il n'y a pas eu de programme de démobilisation officiel, pas d'examen de la manipulation de l'autorité coutumière et presque pas de poursuites pour abus commis par les forces de sécurité. Au lieu de cela, le gouvernement a réussi à combiner la répression brutale et la cooptation de nombreuses factions des Kamuina Nsapu, probablement la plupart d'entre elles.

Un exemple de cela est la façon dont le gouvernement a géré l'insurrection initiale de Jean-Prince Pandi. Le 15 avril 2017, les restes de Pandi ont finalement été remis à la famille régnante de Kamuina Nsapu par le ministre de l'Intérieur, Emmanuel Shadary. Le jour suivant, Jacques Kabeya Ntumba, un fonctionnaire relativement peu connu résidant à Kinshasa, a été

nommé Kamuina Nsapu par la famille régnante. Le 19 avril, Ntumba s'est rendu à Kananga depuis Kinshasa. Malgré sa nomination, les tensions persistent au sein de la famille régnante. Ntumba ne vit pas actuellement dans le village de Kamuina Nsapu, mais réside plutôt à Kananga sous la protection de la police à la *guest house* de la PNC.

Depuis la fin de l'année 2017, il y a eu des preuves d'un regain d'activité des milices, en particulier dans le territoire Mweka dans la province du Kasai et dans les territoires de Dibaya et Luiza du Kasai Central. Selon des responsables humanitaires, 50 000 personnes ont été déplacées du territoire de Mweka en février et mars 2018, tandis que 5 000 autres ont fui Dibaya en mai. Les activités des milices sont cependant largement séparées de l'État, tandis que les milices de Kamuina Nsapu et de Bana Mura sont de plus en plus enracinées dans la dynamique locale, et de nombreuses unités des FARDC se sont déployées hors du Kasai. Alors que l'ampleur de la violence est plus faible, les groupes armés montrent des signes indiquant qu'ils sont davantage structurés et enracinés dans les conflits locaux et les rackets fiscaux, avec la possibilité qu'ils pourraient persister pour les années à venir.

Kakenge, dans le territoire de Mweka, est l'un de ces epicentres de la violence. Le 15 novembre 2017, des hommes armés de fusils de chasse et de machettes portant des bandanas rouges typiques des Kamuina Nsapu ont attaqué la mission catholique, où ils ont tué une personne et blessé six membres de la famille d'un agent de l'ANR. Le 10 janvier 2018, une dizaine d'hommes armés se sont rendus à Kakenge, où ils ont décapité un agent de l'ANR, emportant sa tête avec eux. Ils ont également mis le feu à une dizaine de maisons, ce qui a poussé certains habitants de Kenge à fuir la ville. Plusieurs mois plus tard, entre mars et mai 2018, environ 35 personnes ont été tuées lors d'attaques à Kakenge par des membres d'une milice dirigée par Moïse Beya Tshiombe, dont le quartier général se trouve dans le secteur de Lombelu, dans le territoire de Demba. Ici, deux conflits liés au pouvoir coutumier sont au cœur des affrontements : Tshiombe apportant son soutien à un chef coutumier Kete, Kalamba Dilondo, qui est en conflit avec un autre chef, Justin Shakobe

Mayimunene.⁵³ La violence semble être devenue un moyen viable de contestation politique.

Il y a également eu plusieurs attaques récentes autour de l'aéroport de Kananga. Le 31 décembre 2017, un garçon, prétendument membre d'un groupe de milice qui avait l'intention d'attaquer l'aéroport, a été tué par les FARDC. Le 2 janvier, quatre autres personnes ont été tuées dans une attaque contre une position des FARDC près de l'aéroport, et plusieurs jours plus tard, quatre autres personnes ont été tuées à Kananga. Le 14 janvier 2018, quatre soldats congolais sont morts dans une attaque près de l'aéroport de Kananga.

L'événement récent probablement le plus important est survenu début mai 2018. Un des anciens lieutenants de Pandi, Kanku Nkata Muenansanku a été envoyé dans le village de Kamuina Nsapu le 1^{er} mai. Nkata avait été embauché comme agent de sécurité du gouverneur du Kasai central Denis Kambayi, bien que ce dernier l'ait nié.⁵⁴ Il a été envoyé à Kamuina Nsapu pour préparer l'arrivée du nouveau Kamuina Nsapu, Jacques Kabeya Ntumba. Nkata et trois de ses hommes ont été pris en embuscade et tués en route par des membres de la milice

Kamuina Nsapu dirigée par Ndaye Nsabanga. Un déserteur de la police qui a été arrêté sur les lieux du meurtre, Muenyapale Kapo, a déclaré lors de son procès à Kananga que Ndaye Nsabanga était en contact avec certaines autorités politiques, après quoi le tribunal a ordonné une audience à huis clos. Le téléphone de Muenyapale, qui avait été saisi par les autorités judiciaires, ne renfermait plus une carte mémoire qui aurait contenu des enregistrements audio de certaines des conversations entre Nsabanga et les autorités politiques. Un officier des FARDC accusé d'avoir caché la carte a été condamné à 20 ans de prison.

Alors que les massacres commis par les milices dans le Kasai ont diminué depuis leur apogée au début de 2017, les événements récents devraient être préoccupants, pour deux raisons. Premièrement, comme le montre la situation à Kakenge, la logique de la violence armée comme moyen de régler les conflits coutumiers a persisté. Deuxièmement, l'assassinat de Kanku Nkata après son incorporation parmi les agents de sécurité du Gouverneur et les révélations de Muenyapale Kapo suggèrent que les liens entre les milices et les autorités politiques se sont peut-être poursuivis.

Analyse

De nombreux facteurs différents ont contribué à cette explosion dramatique de la violence dans le Kasai. Bien qu'il existe des conditions structurelles importantes - la pauvreté, la marginalisation politique et le manque d'opportunités économiques - elles sont omniprésentes à travers toute la RD Congo, même si elles sont aiguës au Kasai. Nous nous intéressons ici aux principales dynamiques politiques et sociales qui ont constitué les moteurs directs de la violence dans le Kasai depuis 2016.

Malgré la complexité de la violence, un thème commun émerge : la manipulation du conflit par les élites pour se positionner. Cela implique souvent de mobiliser des ressources locales dans le but d'obtenir les faveurs des membres puissants du gouvernement à Kinshasa. Au lieu d'agir rapidement pour résoudre un différend relativement mineur sur le pouvoir coutumier, la plupart des politiciens provinciaux et nationaux n'ont rien fait ou ont intensifié la violence. Comme dans d'autres parties du pays, la rébellion violente fomentée était perçue par certains comme un moyen de jouer sur une base ethnique tout en renforçant leur pouvoir au niveau provincial et national. Au fur et à mesure que le mouvement créé par Pandi s'est répandu et s'est finalement transformé en un certain nombre de groupes disparates, de nouveaux acteurs sont entrés en scène, accentuant la crise.

L'incertitude générée par la bataille pour la succession du président Kabila a contribué à cette dynamique. Bien qu'il soit difficile d'analyser les motivations des politiciens, des entretiens avec divers acteurs locaux suggèrent que des hommes forts locaux et nationaux (très peu de femmes jouent un rôle important dans la politique du Kasai) - de tous les côtés du spectre politique - tentent de démontrer qu'ils sont indispensables à tous ceux qui sont au pouvoir, afin de bénéficier du favoritisme gouvernemental. Le désir d'un

politicien de rester au pouvoir, ou de progresser dans son statut politique, peut l'obliger à démontrer sa capacité à devenir un intermédiaire privilégié par lequel la coalition au pouvoir peut soit créer le chaos soit stabiliser la région.

En conséquence, le conflit au Kasai, comme le conflit dans les Kivus, a vu de nombreux politiciens - dont Evariste Boshab, Hubert Mbingho, Maker Mwangi et Alex Kande - manœuvrer pour des positions d'intermédiation entre conflits « locaux » et pouvoir politique « national ». Voici une analyse des trois dimensions du conflit, chacune impliquant des acteurs locaux, provinciaux et nationaux.

Conflits superposés et enchevêtrés

a. Le différend sur le leadership de Bajila Kasanga

Le conflit entre Jean-Prince Pandi et Jacques Ntenda a reflété des tensions de longue date entre deux lignées principales qui ont contesté le leadership des Bajila Kasanga pendant plusieurs décennies. Le conflit a commencé avec la division de leur chefferie ou *groupement* originel, vraisemblablement dans les années 1970, en deux entités voisines : Bajila Kasanga (dirigé par Pandi, le Kamuina Nsapu) et Bena Mwanza Mande Kanyuka (dirigé par Jacques Ntenda, aussi appelé Ntenda).⁵⁵

Le conflit entre les deux chefs est embourbé dans une longue histoire contestée. Ntenda et Kamuina Nsapu font tous deux partie de la famille régnante des Bajila Kasanga. D'après certains, notamment un rapport du groupe local de coordination de la société civile,⁵⁶ Kamuina Nsapu avait initié cette division avec plusieurs sous-chefs, en faisant des chefs de *groupement* à part entière. Ce faisant, Kamuina Nsapu est devenu le chef de tout le Secteur de Dibataie (ce qui n'est plus le cas), qu'il espérait transformer en une *chefferie*.^{xv}

^{xv} Une chefferie est, sur le plan administratif, au même niveau qu'un secteur ; toutefois, elle s'en distingue car la désignation d'un secteur comme chefferie constitue une reconnaissance administrative du *chef de chefferie* comme le chef légal et coutumier de tous les chefs de *groupement* dans la chefferie, et de leurs *kapita*s respectifs. Habituellement, une chefferie est composée d'un groupe ou clan ethnique unique, tandis qu'un secteur est constitué de clans ou groupes ethniques multiples.

Selon les membres de la lignée Ntenda, cependant, ils ont toujours été les vrais chefs des Bajila Kasanga. Ils rapportent que vers la fin de la période coloniale, à la fin des années 1950, Ntenda a décidé de déménager à Ntambue St-Bernard, une station de mission juste à l'extérieur de Kananga, afin d'être plus près du siège de la puissance coloniale. En son absence, Ntenda a quitté l'autorité du Kamuina Nsapu, afin de régner sur le Bajila Kasanga qui restait en Dibaya, mais étant entendu que Ntenda était toujours le chef du clan. Dans cette version de l'histoire, lorsque les autorités coloniales belges ont décidé d'énumérer les chefs de différents clans, ils ont reconnu Kamuina Nsapu plutôt que Ntenda pour le Bajila Kasanga. Lorsque Ntenda l'a appris, il s'est plaint auprès de l'administration coloniale ; reconnaissant leur erreur, les autorités coloniales ont fait de Ntambue St-Bernard un *groupement*, plutôt que de rétablir Ntenda comme chef principal du Bajila Kasanga. Aujourd'hui cependant, Ntambue St-Bernard n'est pas un *groupement*, mais un quartier de la commune de Nganza où vit le chef Ntenda, même s'il est reconnu comme le chef titulaire du *groupement* de Bena Mwanza Mande Kanyoka à Dibaya.^{xvi}

Cependant, l'escalade récente de ce conflit coutumier a également été influencée par les luttes pour le pouvoir politique et les intérêts économiques au niveau provincial. Selon plusieurs sources, une partie de ce qui a déclenché le conflit entre Kamuina Nsapu Pandi et Ntenda était un accord concernant les gisements de diamants situés dans le *groupement* de Bena Mwanza Mande Kanyoka de Ntenda.⁵⁷ Le *groupement* de Ntenda est situé le long de la frontière des provinces du Kasai Central et du Kasai Oriental. L'actuel gouverneur du Kasai Oriental, Alphonse Ngoyi Kasanji, aurait essayé d'obtenir l'accès aux gisements de diamants juste de l'autre côté de la frontière depuis sa province pendant plusieurs années. Avant la création de nouvelles provinces

en 2015, le gouverneur du Kasai Occidental, Tresor Kapuku, aurait entravé ces tentatives.⁵⁸ Cependant, Kande a accepté d'aider Ngoyi Kasanji à exploiter les diamants du *groupement* de Ntenda. Pandi s'est opposé à cet arrangement et a essayé de le contester. Cela l'a placé en conflit avec Kande et a forgé une alliance entre Ntenda et Kande contre Pandi, juste au moment où ce dernier essayait d'obtenir la confirmation officielle de son titre coutumier.

Le conflit sur le leadership du Bajila Kasanga fait partie d'une myriade de conflits locaux sur le pouvoir coutumier en RD Congo qui sont souvent créés ou exacerbés par des autorités du gouvernement. Selon un rapport gouvernemental, entre 2014 et 2016, il y a eu 538 conflits de ce type en RD Congo. Un rapport du gouvernement du Kasai Central a dénombré 74 conflits portant sur l'autorité coutumière dans la province en 2017.⁵⁹ Comme dans le cas de Jean-Prince Pandi, le gouvernement central s'est fréquemment engagé à porter atteinte à des chefs jugés gênants ou favorables à l'opposition, Evariste Boshab, lui-même originaire de la province du Kasai, souvent cité comme un instigateur clé à cet égard. Un rapport publié par le ministre de la Décentralisation et des affaires coutumières, déplore la manipulation de ces conflits par les politiciens nationaux et provinciaux qui s'impliquent dans le règlement de ces différends.⁶⁰ En 2015, le parlement congolais a adopté une loi sur le statut des chefs coutumiers qui a politisé l'institution encore davantage, formalisé le contrôle de l'État sur les chefs coutumiers, qui sont devenus des fonctionnaires soumis à sanction, et obligeant les chefs à exiger un arrêté gouvernemental pour leur nomination.

Cette manipulation peut prendre diverses formes. Le Kasai, par exemple, ont vu la prolifération de *groupements de fait*, entités qui ne sont pas reconnues selon la coutume,

^{xvi} Une autre source, néanmoins, explique que les membres de la lignée des Ntenda sont devenus chefs coutumiers dans les années 1880 grâce à l'un des premiers Européens à atteindre le Kasai, l'explorateur allemand Herman von Wissman. Selon cette version, Kamuina Nsapu, le véritable chef de la « région sud » Bajila Kasanga, a donné une fille de la famille de Ntenda à von Wissman en tant qu'épouse, qui « a remercié » Ntenda en le reconnaissant comme chef coutumier Muena Kapangi wa Lukunyi, 1985. *Bajila Kasanga et autres descendants de Kole*, Kananga : Katoka, pp.134-139.

mais qui ont néanmoins bénéficié d'un arrêté du gouvernement. Ce phénomène pourrait être particulièrement problématique lors des élections locales, actuellement prévues pour septembre 2019, au cours desquelles les *groupements* serviront de circonscriptions électorales ; la commission électorale s'est plainte du fait qu'il y a près de 600 *groupements* de fait au Kasai Central.⁶¹ D'autres conflits s'ensuivent car les chefs coutumiers jugés favorables à la coalition au pouvoir sont reconnus contre la volonté de la famille dirigeante d'un *groupement* donné lors d'une bataille de succession.

Le conflit sur le leadership du *groupement* Bashila Kasanga n'est pas terminé. Le dirigeant actuel, Jacques Kabeya Ntumba Mupala, a reçu un arrêté du gouvernement central mais ne s'est pas encore aventuré à Kamuina Nsapu. Il est actuellement représenté à Kamuina Nsapu par un régent. En mars 2018, la maison du régent a été attaquée par des inconnus pendant la nuit et certains objets d'autorité coutumière ont été volés. Cet incident a été considéré par les observateurs comme le reflet de la nature contestée de son autorité au sein de la famille régnante de Kamuina Nsapu et du *groupement* plus largement.

b. La marginalisation perçue des Luba

Presque toutes les personnes interrogées par le GEC dans le Kasai ont souligné l'importance de l'hostilité au sein des communautés Luba et Lulua envers l'État en général, et envers le gouvernement du Président Kabila en particulier, dans la propagation de la révolte de Kamuina Nsapu. Cet antagonisme a de profondes racines. Dans le Congo belge, les Lubaphones étaient parmi les premiers groupes dont les enfants ont étudié dans les écoles des missions, alors que leur communauté avait énormément souffert à cause des raids esclavagistes commis par les Chokwe et les Tetela. En conséquence, ils ont cherché protection dans les missions, et ont été parmi les premiers convertis au christianisme. Compte tenu de leur nombre disproportionné parmi les personnes éduquées dans les écoles missionnaires, les colonisateurs ont commencé à considérer les Luba comme supérieurs aux autres groupes ethniques, forgeant des stéréotypes

persistants sur le fait qu'ils étaient travailleurs et intelligents. Ils ont commencé à constituer une diaspora domestique au sein de la colonie, et ont été envoyés travailler pour l'État colonial dans l'administration, sur le chemin de fer Bas Congo-Katanga, et dans les mines du sud du Katanga.

C'est dans ce contexte que les appellations « Luba », « Lubaphone » et « Kasaien » sont devenues une catégorie politique pertinente dans la région et plus généralement dans le pays. La façon dont sont perçues ces populations parlant le tshiluba relève souvent du ressentiment : comme des groupes ailleurs en Afrique qui ont bénéficié de la même manière de l'occupation coloniale, les communautés Luba et Lulua sont perçues comme des outsiders qui dominent le commerce et qui sont représentées de manière disproportionnée parmi les élites économiques et intellectuelles.

Cette identité a été façonnée sous le gouvernement de Mobutu, en particulier depuis la création en 1982 du parti d'opposition de l'*Union pour la démocratie et le progrès social* (UDPS), étroitement associée aux politiciens lubaphones des Kasai, en particulier Etienne Tshisekedi. Lors des élections de 2011, plus de 70% de la région – qui comprend d'autres groupes ethniques importants – ont voté pour l'opposition.

Les ressentiments locaux contre l'État ont été accentués par la profonde marginalisation socio-économique de la région. *Enclavement* est l'expression la plus souvent utilisée à cet égard : cela peut prendre des semaines pour atteindre Kinshasa ou Lubumbashi par la route depuis Kananga, et la plupart des marchandises non-agricoles sont importées par avion, augmentant les prix. Même le long des grands axes de la région, le transport est difficile. Le Cluster logistique de l'ONU note qu'un camion transportant 20 tonnes de nourriture peut mettre une semaine pour parcourir le trajet de 260 km entre Kananga et Tshikapa, une route où les camions peuvent parfois rester coincés pendant 15 jours.⁶² Cette situation se traduit aussi dans les taux de malnutrition et de pauvreté dans les provinces, qui sont parmi les plus élevés du pays (vois ci-dessous les données pour le Kasai-Occidental).

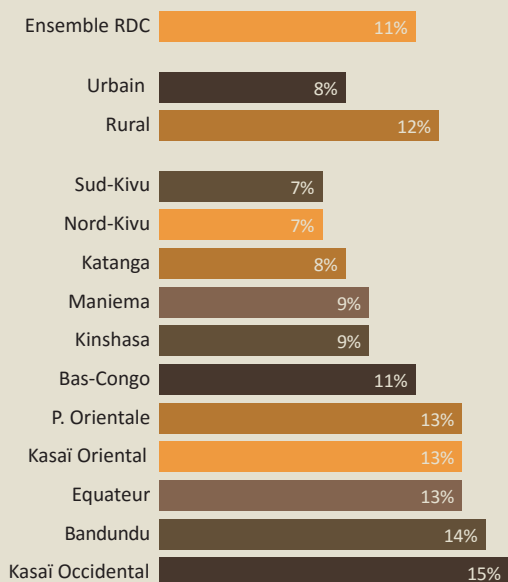
Ces frustrations ont trouvé leur expression lors de la rébellion de Kamuina Nsapu. La croyance dans le pouvoir des fétiches Kamuina Nsapu a donné aux gens le courage d'affronter l'État, croyant que leur magie pourrait vaincre les armes des services de sécurité. Pour la première fois de leur histoire récente, les Kasaiens mécontents de l'État pouvaient exprimer des griefs politiques et sociaux d'une manière qu'ils ont vécue comme valorisante, malgré leur violence.

Indicateur socio-économiques pour le Kasai Occidental

Province	Population ayant le quintile économique le plus bas (%)	Femmes de plus de 6 ans sans éducation (%)	Chroniquement mal nourris (%)
Kinshasa	0	5,3	17,3
Kasai Occidental	31,1	31,5	51,7

Source: Enquête démographique et de santé 2013-2014

Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aigüe globale par province et milieu de résidence, RDC 2010



Source: UNICEF, 2010

c. Conflits au sein de la coalition au pouvoir concernant le leadership dans la province du Kasai

Le conflit a exacerbé les clivages ethniques dans la province du Kasai entre les lubaphones et d'autres groupes ethniques. Indépendamment des différents clivages entre les groupes ethniques du nord de la province (Kete, Kuba, Lele) et ceux du sud (Chokwe, Pende), il existe un sentiment général que les lubaphones sont « indésirables » et devraient retourner dans « leurs » provinces : le Kasai Central ou le Kasai Oriental.

Au fur et à mesure que les milices Kamuina Nsapu se sont propagées dans la province du Kasai, les tensions entre ces communautés se sont intensifiées. L'entrée des groupes de Kamuina Nsapu dans la province du Kasai a coïncidé avec la compétition au sein de la coalition de la *majorité présidentielle* au pouvoir pour le leadership dans la province. Le conflit entre Maker Mwangu et Evariste Boshab offre une étude de cas sur la façon dont la compétition entre les leaders au sein de la coalition au pouvoir a influencé le conflit au Kasai. Ils sont tous les deux des politiciens nationaux originaires de la province du Kasai et tous deux des membres importants du PPRD. De différentes manières, ils ont cherché à devenir des intermédiaires privilégiés entre le gouvernement central et leur province d'origine. Dans le langage local, chacun a cherché à devenir *l'incontournable* (la personne indispensable) dans tous les domaines concernant le Kasai.

Boshab est un ancien secrétaire général du PPRD (2008-2015), président de l'Assemblée nationale (2009-2012) et ministre de l'Intérieur (2014-2016) qui a été respectivement soumis à sanctions par les États-Unis et l'Union européenne en 2016 et 2017, pour son rôle dans la répression des manifestations pacifiques à Kinshasa. Pendant de nombreuses années, il a également occupé un rôle informel en tant que personne clé de Kabila dans la « gestion » de la région du Kasai. Il appartient au clan Ngende du groupe ethnique Kuba, originaire de la province du Kasai du nord. Mwangu est un Pende de la province du Kasai. À bien des égards, c'est Boshab qui a aidé Mwangu à devenir, d'abord, vice-gouverneur du Kasai Occidental, et plus tard, ministre national de l'Enseignement primaire et

secondaire (2007-2016) - un poste pour lequel il a bénéficié d'un grand soutien de la part de la communauté internationale.

En octobre 2015, des politiciens du PPRD de la future province du Kasai se sont rencontrés à Kinshasa au Centre Nganda afin de décider, entre autres choses, de la façon dont la province serait gérée après la scission de la province du Kasai-Occidental en deux entités distinctes. La clause clé de l'ensemble des résolutions issues de la réunion concernait la répartition des postes dans la nouvelle province. Elle stipule : « *Répartir équitablement les fonctions (Commissaires spéciaux et leurs cabinets, les chefs des divisions, les chefs des bureaux ...) entre les différentes communautés de la province, tout en tenant compte des COMPETENCES.* » Une partie de la tension politique actuelle dans la province concerne l'interprétation de cette clause.

La concurrence pour ces postes lucratifs et de pouvoir a opposé des coalitions de groupes ethniques du nord à ceux du sud de la province. À quelques exceptions près, les élites ethniques du nord – appartenant aux groupes Lele, Kuba et Kete – se sont alliées sous l'égide de Boshab, tandis que les groupes du sud Chokwe, Pende et Nyambi ont formé une coalition sous Mwangu. Les deux parties ont marqué des points en leur faveur depuis que cette lutte de pouvoir a éclaté en 2015. La décision de faire de Tshikapa la capitale provinciale au lieu de Luebo a, par exemple, constitué une victoire pour Mwangu. En parallèle, la décision par la coalition au pouvoir à Kinshasa de faire de Marc Manyanga, un Lele, le gouverneur de la province, était une victoire pour Boshab. Les deux décisions ont été contestées de différentes manières : Boshab a réussi à décentraliser les pôles de santé et d'éducation de la province, Mwaka se dotant de bureaux distincts pour chacun, responsables du nord de la province, et Tshikapa ne conservant que le contrôle du sud. Au même moment, le gouverneur Manyanga est ouvertement contesté par le vice-gouverneur, Hubert Mbingho, un Pende qui est l'allié de Mwangu. De plus, le président de l'assemblée provinciale, François Madila Kalamba, un allié de Mwangu, a été paralysé par la décision du gouvernement central de fermer l'assemblée. Cela a été considéré comme une victoire pour Boshab.

Ces luttes intestines au sein de la coalition au pouvoir illustrent les tentatives de Boshab et de Mwangu pour se positionner comme la figure dominante de la province - *l'incontournable* sur lequel Kabila, ou tout successeur potentiel, peut compter pour y maintenir son contrôle. La décision des dirigeants Pende et Chokwe d'organiser et d'armer les Bana Mura a servi à d'éventuelles fonctions : premièrement, déplacer une partie de l'électorat censée être favorable à l'opposition et modifier l'équilibre démographique en faveur d'un électorat Chokwe et Pende. Cela a favorisé à la fois la coalition au pouvoir, ainsi que tous les candidats législatifs nationaux ou provinciaux de ces communautés. Deuxièmement, et plus important encore, ces milices démontrent au président et à la coalition au pouvoir que, qui que soit celui capable de contrôler ces dynamiques de conflit, il devrait à juste titre être considéré comme la personne influente clé au Kasai : celui qui pourrait à la fois déclencher des « feux » chez lui utiles au régime et aussi les éteindre.

Magie et tradition chez les milices Kamuina Nsapu

L'un des aspects les plus déconcertants de la crise du Kasai pour des étrangers a été le rôle que la magie et la tradition ont joué dans le conflit. La couverture médiatique, y compris en RD Congo, s'est concentrée sur quelques aspects sensationnels des stratégies des groupes de Kamuina Nsapu. Il s'agit de l'idée que les bâtons peuvent être magiquement transformés en fusils, que les vierges ou les filles qui ont leurs règles peuvent arrêter les balles, et qu'une initiation rituelle et l'absorption d'une potion appelée *tshizaba* sur le site d'un feu de *tshiota* peuvent protéger les combattants contre les balles. Il est important de se rappeler que pour beaucoup de Congolais, de tels types de magie font simplement partie du fonctionnement du monde et ne sont pas sujets au doute.⁶³ À cet égard, la « croyance » en la puissance des fétiches ou de la magie en RDC n'est pas plus « irrationnelle » que la foi religieuse ailleurs dans le monde.

L'importance des coutumes et de la tradition est liée à la magie, notamment concernant les chefs coutumiers. Parmi les Lulua et autres populations kasaïennes, comme c'est le cas ailleurs dans la région, les chefs coutumiers comme Jean-Prince Pandi possèdent des pouvoirs magiques parfois appelés sorcellerie (*mupongo* ou *buloji*). Ces pouvoirs sont foncièrement ambigus. D'une part, la sorcellerie a une connotation négative, car elle peut être utilisée pour nuire à un individu ou à un groupe par des moyens surnaturels. D'autre part, les chefs coutumiers doivent également posséder ces pouvoirs afin de protéger leur village ou leur peuple des autres forces surnaturelles. Cela laisse l'utilisation et l'exploitation par Kamuina Nsapu des aspects magico-religieux des coutumes lulua (comme le *tshiota* et le *tshizaba*) sujets à la controverse. Pour certains, il s'agissait d'une déformation de la coutume, car elle a été utilisée pour tuer, alors que le feu du *tshiota* est supposé faire le bien, traditionnellement allumé afin de résoudre un problème de grande importance pour le village ou la communauté.⁶⁴

Cependant, pour les membres des milices Kamuina Nsapu et leurs partisans, l'utilisation de la tradition et de la magie pour combattre l'État - et plus tard, d'autres personnes qu'ils perçoivent comme des ennemis - était une forme d'autonomisation qui leur donnait le courage de se battre avec des bâtons et des lance-pierres contre des personnes armées de mitrailleuses et de grenades tirées par lance-roquettes. Le fait que de nombreux soldats aient craint les Kamuina Nsapu, malgré cette différence de force de frappe, témoigne de l'efficacité des fétiches. Dans certains cas, il semble que le phénomène Kamuina Nsapu se soit répandu lorsque les gens ont entendu parler du pouvoir des *manga* et ont voyagé pour l'obtenir - ces fétiches sont devenus un vecteur de résistance contre l'État.

Au-delà de ces pouvoirs surnaturels, le conflit a également mis en relief l'importance des politiques coutumières dans le Kasaï. Comme d'autres endroits en RD Congo, les chefs coutumiers ont été historiquement cooptés et leurs rôles ont été transformés par le gouvernement colonial dans le but de régner et de maintenir l'ordre. Les chefs coutumiers ont été intégrés à l'administration

coloniale au bas de la hiérarchie. Aujourd'hui, la situation reste largement inchangée : les chefs font partie de l'administration publique et sont payés en tant que fonctionnaires. En même temps, ils continuent d'exercer leur rôle de chefs de structures coutumières liées à la parenté et sont désignés par la famille dirigeante d'un *groupement*. C'est le cœur de la « double reconnaissance » des chefs coutumiers, à la fois désignés par une famille dirigeante et reconnus par l'État. Le chef coutumier est à la fois un administrateur et un chef traditionnel, pris entre les exigences de l'État et le besoin de répondre à ses adeptes.

Tout cela place les chefs coutumiers dans une position délicate lorsque les intérêts de ses deux « maîtres » divergent. Contrairement à la période coloniale, l'avènement des élections en RD Congo a ajouté une nouvelle donnée au rôle des chefs : il a été davantage politisé, utilisé par le gouvernement afin de recueillir des voix pour la coalition au pouvoir. Le gouvernement cherche ainsi à marginaliser les chefs qui ne lui sont pas favorables, ou à créer de nouveaux chefs qui le sont.⁶⁵ Cependant, au cours du processus, l'État crée et exacerbe les querelles locales entre les élites coutumières et accentue une crise de légitimité au sein de la direction de la communauté ethnique.

Tentatives de résolution de conflits

a. Démobilisation et poursuites judiciaires

Le gouvernement a traité la crise comme une affaire militaire, investissant la plupart de ses efforts dans le déploiement de troupes pour neutraliser l'insurrection des Kamuina Nsapu. D'autres stratégies politiques n'ont pas été explorées avec beaucoup de vigueur ou de cohérence. L'approche musclée du gouvernement a ignoré les facteurs sous-jacents au conflit. Elle reproduit ainsi les conditions qui ont conduit les groupes Kamuina Nsapu à se propager si rapidement.

Le 5 avril 2017, le Président Kabila a prononcé un discours annonçant l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les crimes commis dans le Kasaï, et ordonnant aux militaires de créer une zone opérationnelle :

« Il n'est pas nécessaire de rappeler que par le passé, la région du Kasai avait connu les mêmes erreurs et comme la justice n'avait pas été rendue, ces erreurs ont été répétées. C'est pourquoi, depuis mars de cette année, je demande que justice soit faite. Qu'aucun responsable, quel que soit sa position hiérarchique, impliqué dans cette nouvelle tragédie, n'échappe à l'obligation de rendre des comptes. »

Malgré cela, il n'y a eu qu'un seul procès mené à terme pour violation de droits humains. En juillet 2017, sept militaires, dont plusieurs officiers, ont été reconnus coupables de meurtre et de gaspillage de munitions lors d'opérations des FARDC à Mwanza Lomba en décembre 2016.⁶⁶

À ce jour, il n'y a aucune arrestation ni procès de membres ou de dirigeants des Bana Mura, malgré leur brutalité bien documentée. En revanche, en seulement 22 mois entre 2009 et 2011, avec le soutien de bailleurs de fonds étrangers et d'ONG, un tribunal itinérant dans la province du Sud-Kivu a jugé 248 affaires, dont de nombreuses contre des militaires.⁶⁷

Les tribunaux ont été relativement occupés à poursuivre les membres de Kamuina Nsapu, dont 36 accusés d'insurrection à Kinshasa et 22 dans la province de Lualaba. Plusieurs centaines de miliciens présumés ont été arrêtés et emprisonnés à Kananga, y compris plusieurs chefs, attendant des mois avant que leur cas soit entendu. Même ici, cependant, l'approche a été aléatoire : au début de juin 2018, le ministre provincial de la Justice du Kasai Central a offert de l'argent au leader du Kamuina Nsapu, Moïse Beya Tshiombe, pour démobiliser, ce qui a mené à des négociations sur le montant exact.⁶⁸

Le procès pour le meurtre des deux experts des Nations Unies a été suspendu en octobre 2017. Peu de temps après, les Nations Unies ont nommé une équipe d'experts, dirigée par le procureur canadien Robert Petit, pour «aider à l'enquête». Les autorités congolaises ont arrêté 12 membres ou sympathisants présumés de Kamuina Nsapu et 14 autres sont jugés par contumace. Les Nations Unies toutefois se sont plaintes que « les progrès de l'enquête continuent d'être entravés par l'ingérence continue de l'appareil de sécurité. »⁶⁹

Il n'y a pas eu de processus officiel de démobilisation dans le Kasai, malgré la présence de milliers de combattants. L'ancien vice-gouverneur de la province, Justin Milonga, a mis en place une initiative à travers son Action Kasai à but non lucratif pour offrir aux ex-combattants 100 000 francs congolais (environ 60 USD) et un vélo s'ils consentent à la démobilisation.⁷⁰ L'organisation affirme avoir accompagné environ 680 combattants dans le programme. Cependant, l'initiative ne fait pas partie d'un programme d'État et il y a peu d'informations sur un éventuel suivi. Le programme de démobilisation géré par l'État n'a ouvert aucuns bureaux dans le Kasai et il n'accepte actuellement aucun nouveau cas.

b. Le Forum pour la paix

Le gouvernement a annoncé le 8 mai 2017 qu'il organiserait un Forum pour la paix dans la province du Kasai, en réponse à la pression internationale du fait qu'il ne prenait pas de mesures sérieuses pour faire face à la situation dans le Kasai. En fin de compte, la conférence s'est tenue à Kananga du 19 au 21 septembre. Le Forum était une affaire de grande envergure : le Président et le Premier ministre étaient tous deux présents, tout comme de nombreux membres du gouvernement national, des politiciens nationaux et provinciaux, ainsi que des chefs coutumiers. Pour le président Kabila, l'objectif était le suivant :

« Établir la vérité sur ce qui s'est réellement passé dans ces provinces du centre du pays, de promouvoir la réconciliation entre les fils et les filles des dites provinces et d'affirmer notre conviction que toute réconciliation passe nécessairement la justice et qu'il n'y a pas de paix véritable et durable sans justice. »⁷¹

Deux jours après le forum de la paix, le président Kabila a prononcé un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies dans lequel il s'est présenté comme le seul garant de la paix dans le pays.⁷² Il a déclaré que le pays était « victime d'attentats terroristes menés par certains groupes armés, notamment dans les provinces du Kasai, voir dans la capitale, et dont l'objectif est d'anéantir la paix si chèrement acquise, de contrarier la dynamique de solutions consensuelles obtenues au niveau national et de miner nos efforts de développement. »⁷³

Pendant les recherches du GEC, les réactions exprimées quant au Forum de la paix soit étaient négatives, soit déploraient d'avoir gâché une opportunité. Un politicien kasaien l'a qualifié de « *congrès de la majorité présidentielle et du PPRD* » qui n'a pas eu un grand impact sur le développement de la province.⁷⁴ Un chef communautaire à Tshikapa l'a décrit comme une « mascarade », déclarant que les responsables de la violence, comme Maurice Kashinda, Mbawu Nkanka et d'autres n'étaient pas présents, et que seuls les politiciens s'étaient exprimés.

Plutôt que de guérir les blessures dans la province du Kasai qui résultaient de la violence ethnique, le forum semblait renforcer les divisions. Le chef communautaire a décrit comment les politiciens provinciaux du Kasai sont revenus à Tshikapa après la réunion avec un « discours séparatiste » : le gouverneur est revenu et a parlé du Forum uniquement à ses partisans (des communautés Lele, Kuba et Bindji), tandis que le président de l'assemblée provinciale n'a rencontré que ses partisans (des communautés Nyambi, Pende et Chokwe).⁷⁵ Le président national de l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC) a affirmé que l'événement était un échec.⁷⁶ Un membre de la société civile a déclaré que cela avait été quelque chose d'imposé, plutôt qu'un espace de dialogue authentique - ceux qui ont été les plus gravement touchés par le conflit sont toujours en colère à ce sujet et le Forum ne leur a pas donné l'occasion de vraiment exprimer leurs frustrations et leurs revendications.⁷⁷

Si certains observateurs avaient une vision totalement négative des objectifs et des résultats du Forum, d'autres déploraient la façon dont il avait été entrepris. Un chef Chokwe a regretté que de nombreux chefs coutumiers Chokwe et Pende aient décidé de ne pas s'y rendre, par crainte d'être blessés par leurs homologues lubaphones.⁷⁸ Un parlementaire provincial du PPRD a également déploré le fait que bien que le Forum soit une bonne chose en soi et que les résolutions qui y avaient été prises étaient bénéfiques, elles n'avaient pas été suffisamment vulgarisées.⁷⁹

Les réactions tièdes au Forum et ses résultats suggèrent qu'il s'agissait d'un exercice qui, au

mieux, était mal conçu et, au pire, d'un exercice de relations publiques conçu pour éloigner les critiques internationales concernant l'inaction du gouvernement. Aucune initiative politique concrète n'en est sortie, et le Forum ne semble pas avoir atténué les ressentiments dans la région.

c. Initiatives de réconciliation locale

À l'exception du Forum pour la paix, la seule initiative significative de réconciliation a été une réunion des chefs coutumiers et des partis politiques, à Tshikapa en mars 2018, organisée par la MONUSCO. L'initiative, qui a réuni de nombreuses parties prenantes directement impliquées dans le conflit, a constitué un développement positif. Néanmoins, elle a également exposé les lignes de faille du conflit : la salle aurait été divisée entre lubaphones et Chokwe et Pende. Chaque groupe a exprimé des doléances familiales : les lubaphones voulaient que les Chokwe et les Pende reconnaissent qu'ils avaient subi un nettoyage ethnique, tandis que les deux derniers groupes voulaient des excuses publiques de la part des lubaphones pour avoir attaqué leurs villages.⁸⁰

Ce manque d'attention à la consolidation de la paix au niveau local est inquiétant, en particulier étant donné l'importance des conflits coutumiers dans le déclenchement et l'escalade de la crise. Au Kasai Central, le gouvernement a mis en place une Commission consultative de règlement des conflits des pouvoirs coutumiers (CCRCPC) afin de statuer sur les conflits coutumiers, et cette commission a récemment reçu le soutien de la MONUSCO et de l'Église catholique. Cependant, compte tenu de la politisation de l'autorité coutumière, il est clair que ces questions ne peuvent pas être examinées de façon adéquate par le pouvoir exécutif et l'Alliance nationale des autorités traditionnelles du Congo (ANATC) qui a également des antécédents d'implication avec le gouvernement.⁸¹

Une approche possible consiste à habiliter les assemblées législatives aux niveaux provincial et national en créant des commissions chargées d'examiner les conflits coutumiers. Des tentatives ont déjà été faites dans ce sens, avec des questions orales adressées au ministre de l'Intérieur Emmanuel Shadari par le parlement en janvier 2017 et une mission parlementaire aux Kasais en août 2016.

d. L'approche des Nations Unies

Les Nations Unies ont été lentes à réagir à ce nouveau conflit émergeant au centre du pays. Préoccupée par des dizaines de groupes armés dans l'est du pays et absente des Kasais, la mission de maintien de la paix de la MONUSCO a mis plus de deux mois pour envoyer à Kananga des policiers et des experts des Nations Unies en résolution des conflits. Dans le même temps, la mission a demandé des ressources supplémentaires au siège à New York, arguant qu'elle était déjà au maximum de ses capacités. En décembre 2016, une centaine de soldats des Nations Unies sont finalement arrivés à Kananga.

Les communiqués initiaux de la MONUSCO sur le Kasai ont dénoncé la violence en termes généraux, sans désigner les responsables, et ont promis de soutenir le même gouvernement qui, selon d'autres rapports de l'ONU à l'époque, était impliqué dans de graves atrocités.^{xvii} Le premier communiqué de presse a été publié en décembre 2016, à la suite d'une attaque lancée par des groupes de Kamuina Nsapu à Tshikapa. Le chef de la mission, Mamane Sidikou, a déclaré :

« La MONUSCO condamne fermement la violence d'où qu'elle vienne, et reste préoccupée par l'escalade de la violence dans les provinces du Kasai et du Kasai central et réaffirme son engagement à soutenir les autorités dans le rétablissement de l'autorité de l'État et le retour au calme. »⁸²

Il y a eu des différences notables entre les déclarations émanant du bureau de Sidikou, soumis à de sérieuses pressions de la part du gouvernement congolais pour ne pas s'immiscer dans des affaires politiques sensibles, et celles provenant de la division des droits humains de la mission. Le 20 février, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al-Hussein, a déclaré :

« Il est temps d'arrêter une réponse militaire brutale qui ne fait rien pour s'attaquer aux causes profondes du conflit entre le gouvernement et les milices locales, mais vise plutôt les civils sur la base de leurs liens présumés avec les milices. »⁸³

Même l'UNICEF, l'agence des Nations Unies la plus présente dans la région du Kasai à l'époque, hésitait à s'exprimer, alors que des centaines d'enfants étaient recrutés dans la milice Kamuina Nsapu et qu'une grande partie des victimes étaient des enfants. Même si son personnel à Kananga a été le premier à informer la communauté des Nations Unies des atrocités en août 2016, son premier communiqué de presse sur la crise date d'avril 2017, se concentrant sur le recrutement des enfants par les milices et omettant de mentionner la responsabilité du gouvernement.

Cette réaction lente et pleine de retenue des Nations Unies - à l'exception du Haut-commissariat aux droits de l'homme - n'a pas fait grand-chose pour contrer le discours du gouvernement, qui accusait les insurgés de la violence. Cette réponse, et les demandes concurrentes de déploiements de la MONUSCO et les efforts déployés par les conflits dans les provinces de l'Ituri, du Tanganyika et du Kivu, soulèvent également la question de savoir à quel point la mission des Nations Unies restera engagée pour faciliter le règlement durable de ces conflits dans le Kasai.

^{xvii} Une enquête de la MONUSCO de novembre 2016 documente l'exécution sommaire par les FARDC de 37 personnes dans le village de Nkoto, par exemple, ainsi que le pillage de nombreuses écoles et centres de santé.

Conclusion

Le conflit au Kasai marque une étape critique. Depuis le début des guerres de la RD Congo en 1996, la mobilisation armée locale a été presque entièrement confinée à l'est de la RD Congo.^{xviii} La diffusion de dynamiques violentes dans la région du Kasai démontre que la violence n'est pas uniquement liée aux caractéristiques de l'est de la RD Congo - les tensions entre les communautés qui se considèrent comme les autochtones et les « étrangers » qui parlent le kinyarwanda, par exemple ; l'abondance des ressources naturelles ; ou les interventions de voisins rwandais et ougandais. La crise de Kamuina Nsapu montre comment la mauvaise gestion et la manipulation des conflits coutumiers par le gouvernement central, ainsi que la marginalisation sociale et les forces de sécurité abusives peuvent créer une violence généralisée. Ces facteurs sont également présents ailleurs en RD Congo.

Les conséquences à court terme de la crise ont été des milliers de morts, le déplacement de plus d'un million de personnes et une grave crise humanitaire qui pourrait coûter la vie à des milliers d'autres. À long terme, le conflit a provoqué des dynamiques qui seront difficiles à réprimer. Au niveau local, il a fomenté des acteurs et des électorats - des combattants, des victimes et des chefs locaux - qui sont investis dans le conflit. Nombre d'entre eux sont en colère et irrités par les injustices ressenties, tandis que d'autres ont été renforcés par l'usage de la violence, l'accès aux élites nationales et au pouvoir politique, ainsi que leur implication dans le commerce de diamants. Pendant ce temps, plusieurs membres puissants du gouvernement national et provincial ont adopté une logique de fomentation de la violence comme stratégie politique. La propagation de la violence du Kasai Central, relativement homogène du point de vue ethnique, à la province du Kasai, a donné l'occasion aux politiciens d'ethniciser le conflit à des fins politiques. C'est un signe inquiétant à l'approche d'élections mouvementées, actuellement prévues en décembre 2018.

La réaction du gouvernement a été disproportionnée, préférant la répression à des moyens plus pacifiques de recherche de solution. D'une part, la brutalité des FARDC dans la répression des groupes Kamuina Nsapu était inhabituellement violente même selon les normes congolaises. D'autre part, la seule tentative de résolution de conflit et de réconciliation - le Forum pour la paix de septembre 2017 tenu à Kananga - a été plus démonstrative que substantielle, laissant de nombreux participants de toutes les parties du spectre politique déçus et frustrés. Les programmes de démobilisation et les poursuites judiciaires ont été pratiquement inexistants, ce qui a livré les anciens combattants de Kamuina Nsapu à eux-mêmes et a adressé le message que les abus ne seront pas punis. Le gouvernement maintient le schéma historique qui a fait exploser la violence, en gouvernant le Kasai à travers une combinaison de répression et de négligence.

Contrairement à la myriade de conflits qui ont affecté la partie orientale de la RDC pendant plus de deux décennies, l'éruption de la violence dans le Kasai en 2016 est exclusivement d'origine interne. Il n'y a eu aucune preuve d'intervention militaire ou de soutien au conflit par les pays voisins. À cet égard, la situation au Kasai peut être mieux comparée au mouvement Bundu Dia Kongo au Kongo-Central ou aux Raia Mutomboki des provinces du Kivu. Les deux comportaient des éléments magico-religieux, et tous deux étaient le résultat de la marginalisation perçue exercée par l'État de certains groupes. Ces trois révoltes montrent à quelle vitesse la violence peut émerger et s'intensifier en RD Congo.

Ces dynamiques ont été exacerbées par la crise politique actuelle en RD Congo et par les élites nationales qui voient peu d'intérêt à réprimer les conflits, et parfois même cherchent à les promouvoir activement pour défendre leurs intérêts. Sans les efforts soutenus du gouvernement congolais et de la communauté internationale, la région du Kasai risque de tomber dans des cycles de violence si familiers ailleurs en RDC.

^{xviii} La mobilisation du Bundu dia Kongo au Bas-Congo et le conflit d'Enyele en Equateur sont des exceptions importantes, quoique de courte durée.

ANNEXE A :

Kamuina Nsapu et les Lulua⁸⁴

Les Lulua sont l'un des groupes parlant le tshiluba qui habitent la région du Kasai. La notion des Lulua comme groupe ethnique distinct – distingué, en particulier, des Luba-Lubilanji qui parlent le tshiluba, connus également comme les Baluba du Kasai Oriental – date elle-même d'environ 130 ans. Le nom Lulua, comme nombre d'ethnonymes contemporains en Afrique, découle d'une désignation étrangère. Le terme Bashilange (un autre terme synonyme pour les Lulua) vient également d'une appellation étrangère.

Depuis la fin du 19^{ème} siècle, une forte identification en tant que Lulua s'est développée parmi les peuples parlant le Luba et habitant la partie occidentale du Kasai. Sous l'unité principale de la « tribu » Lulua on trouve de multiples clans. Aujourd'hui, deux d'entre eux ont émergé et rivalisent pour être le clan Lulua dominant : les descendants de Mande Katawa (Katawa), et ceux Mutombo-a-Kole (Mutombo). Ces deux clans ont leurs propres rivalités internes et sont composés de nombreux clans plus petits qui se sont alignés avec un groupe de descendants ou avec l'autre. Mais chacun des deux groupes s'identifie collectivement comme rivaux au statut du clan Lulua dominant. Historiquement, les chefs Kalamba et les Katawa ont eu un poids politique plus important que les chefs Kamuina Nsapu et les Mutombo. Par exemple, en 1959, Kalamba a écrit à l'administration coloniale, demandant à être nommé roi du peuple Lulua. Cette même année, il a été envoyé par l'administration coloniale pour assister aux festivités du dixième anniversaire de la base militaire de Kamina. Kamuina Nsapu faisait partie de son entourage. Un article sur la visite de Kalamba à Kaminga paru dans un journal colonial le décrit, pour la première fois, comme le roi Lulua – ce qui, en réalité, n'a pas fait l'objet d'un accord entre tous les chefs coutumiers Lulua.⁸⁵

Plus important encore, les Katawa et les Mutombo ont des positions géographiques différentes par rapport à Kananga, le siège régional du pouvoir colonial, puis postcolonial. Le Katawa constituait

historiquement le « centre », et le Mutombo, la « périphérie » - « *les clans qui ont en commun l'éloignement géographique de la ville de Kananga, et donc un accès un peu tardif à la modernité.* »⁸⁶

Les chefs Katawa sont connus sous le nom de « Kalamba », comme les chefs Bajila Kasanga sont appelés « Kamuina Nsapu ». Emery Kalamba Wafuana, le 5^{ème} chef Kalamba, est décédé le 1^{er} avril 2016, à Bruxelles. Bien que son fils, Emery Kalamba Jr., ait été désigné comme son successeur, il doit encore revenir en RDC pour pouvoir succéder officiellement à son père : les Katawa sont donc désorganisés, car ils n'ont pas de chef actuellement.

Le clan dominant parmi les descendants de Mutombo est celui des Bajila Kasanga ; leur siège du pouvoir est le village de Kamuina Nsapu, dans le *groupement* Bashila Kasanga. Le chef Kamuina Nsapu est le *grand chef* de son propre clan (Bajila Kasanga), mais il est aussi le leader moral de tous les clans censés être descendants de Mutombo qui contestent collectivement les Katawa comme dominant tous les autres peuples Lulua. De fait, les autorités coloniales belges ont reconnu Kalamba comme le « Roi des Lulua », ce qui a effectivement cimenté les Katawa comme le groupe Lulua dominant.

Ces deux positions sont nécessairement contestées, et les identités sont forcément plus fluides que celles présentées ici. Plus important encore, cependant, elles se croisent et se chevauchent avec le pouvoir politique moderne. Ainsi, le conflit Mutombo-Katawa a pris une plus grande ampleur en 1960, lorsque Mukenge Sha Bantu (un descendant de Katawa) a été élu gouverneur de la province du Kasai Occidental. Cela a conduit à une concurrence accrue entre les Mutombo et Katawa, et a conduit André Lubaya (le père de l'actuel député de l'opposition Claudel Lubaya, également un Mujila Kasanga) à devenir gouverneur en 1963. C'est un événement qui a suscité « *l'organisation et la consolidation des membres de la périphérie sous un même porte-étendard : Mutombo ...* »⁸⁷

L'avènement d'une « faction » dirigée par les Bajila Kasanga et recherchant un pouvoir politique sur les Lulua n'a commencé que dans les années qui ont suivi l'indépendance. Les Bajila Kasanga, avec à leur tête le chef Kamuina Nsapu, sont donc le clan dominant autour duquel se sont constitués les groupes « périphériques ». En tant qu'héritier du titre Kamuina Nsapu, Pandi était donc également l'héritier du titre de chef des Bajila Kasanga, et donc du groupe Mutombo. Son importance dans les affaires coutumières était ainsi beaucoup plus grande que celle d'un chef de village ou de *groupement* ordinaire.

Certains observateurs ont donc interprété l'agression croissante de Pandi en juillet et août 2016 comme un autre épisode de la lutte politique entre les factions Mutombo et Katawa des Lulua, Kamuina Nsapu tentant de profiter de la vacance du pouvoir laissée après la mort du chef Kalamba.

ANNEXE B :

Liste des groupes armés restants au Kasai et au Kasai (juillet 2018)

Province du Kasai			
No.	Noms	Zone d'activité	Groupe ethnique
Kamuina Nsapu			
01	MUBIAYI DEWAYI	Konyi (Luebo)	Lubaphone
02	MUTEBA LOKONDO LUA KATEBA	Bajila Kapumbu (Luebo)	Lubaphone
03	MUPEMBA NGOMBE MUANA	Bena Tshiadi (Luebo)	Lubaphone
04	NDANGA KAMONA en alliance avec KABUE DITUNGA du territoire de Kazumba, Kasai Central		
05	KALAMBA DILONDO soutenu par le Kamuina Nsapu de Moïse BEYA TSHIOMBE		
Bana Mura			
06	Roger MPUMBU	Mpumbu/Kamonia (Tshikapa)	Chokwe
07	David PITSHINDAMBI	Kamonia (Tshikapa)	Chokwe, actuellement basé à Kamonia malgré l'émission d'un mandat d'arrêt
08	MWAMBA BAZAIMI	Senge (Tshikapa)	Chokwe
09	KADEZA	Senge (Tshikapa)	Chokwe
10	KASHITO SHAKIRO	Kamabonzo (Tshikapa)	Pende
11	MBOMBO BOZI	Kamabonzo (Tshikapa)	Tetela
Écurie Mbembe			
12	INCONNU	Route Tshikapa-Pont Loange	Pende
Province du Kasai Central			
No.	Noms	Zone d'activité	Groupe ethnique
Kamuina Nsapu			
13	TSHIBANGU MUYEJI	Kantole (Dibaya)	Lubaphone
14	TSHIKUKU (Tresor MPUTU)	Tshimpindinga, (Dibaya)	Lubaphone
15	David NDAYE NSABANGA	Bena Kayembe et Kamuina Nsapu, (Dibaya)	Lubaphone
16	MWAMBA TATU		Lubaphone
17	TSHIBUABUA KAMBATA	Tshiawu (Dubaya)	Lubaphone
Combattants Méchants Méchants			
18	KAWATA KAZIMU	Bakua Mulume (Kazumba)	Lubaphone
19	Coalition de NTUMBA KAMONA, KAMBA DIBOKO et BATEKEMENAYI BAKINAYI AMAZONE	Bakua Tshuya (Kazumba)	Lubaphone

ANNEXE C :

Politiques ethniques au Kasai des années 1960 à aujourd'hui

Les populations du Kasai parlant le luba représentent le groupe ethnique dominant dans la région centrale de la RD Congo. En reconnaissance de cela, les autorités coloniales belges ont décidé de faire de la langue tshiluba la *lingua franca* de la région. C'était à la fois une reconnaissance de facto de la langue commerciale dominante de l'époque, et une contrainte : des groupes ethniques plus petits, comme les Chokwe, les Kuba, les Pende et les Kete, ont été forcés de faire instruire leurs enfants en langue tshiluba.

En 1962, le gouvernement a créé 21 nouvelles provinces. Au Kasai, la subdivision de la région a conduit à la création de 5 nouvelles provinces, à l'instar de celles d'aujourd'hui, bien que leurs frontières soient différentes (voir la figure 1). Ces provinces variaient en termes de composition ethnique. Trois étaient mono-ethniques : Sud-Kasai (Luba-Kasai), Luluabourg (Lulua) et Sankuru (Tetela). L'une d'elles (Lomami) n'était pas mono-ethnique, mais était dominée par les Songye. La province de l'Unité Kasaienne était unique car elle cherchait à regrouper plusieurs groupes ethniques plus petits qui avaient le désir de résister au leadership des tribus majoritaires. En d'autres termes, l'Unité Kasaienne a été conçue comme une province dans laquelle ces groupes ethniques minoritaires dans la partie occidentale de la région du Kasai ne seraient pas dominés par une majorité parlant le tshiluba.

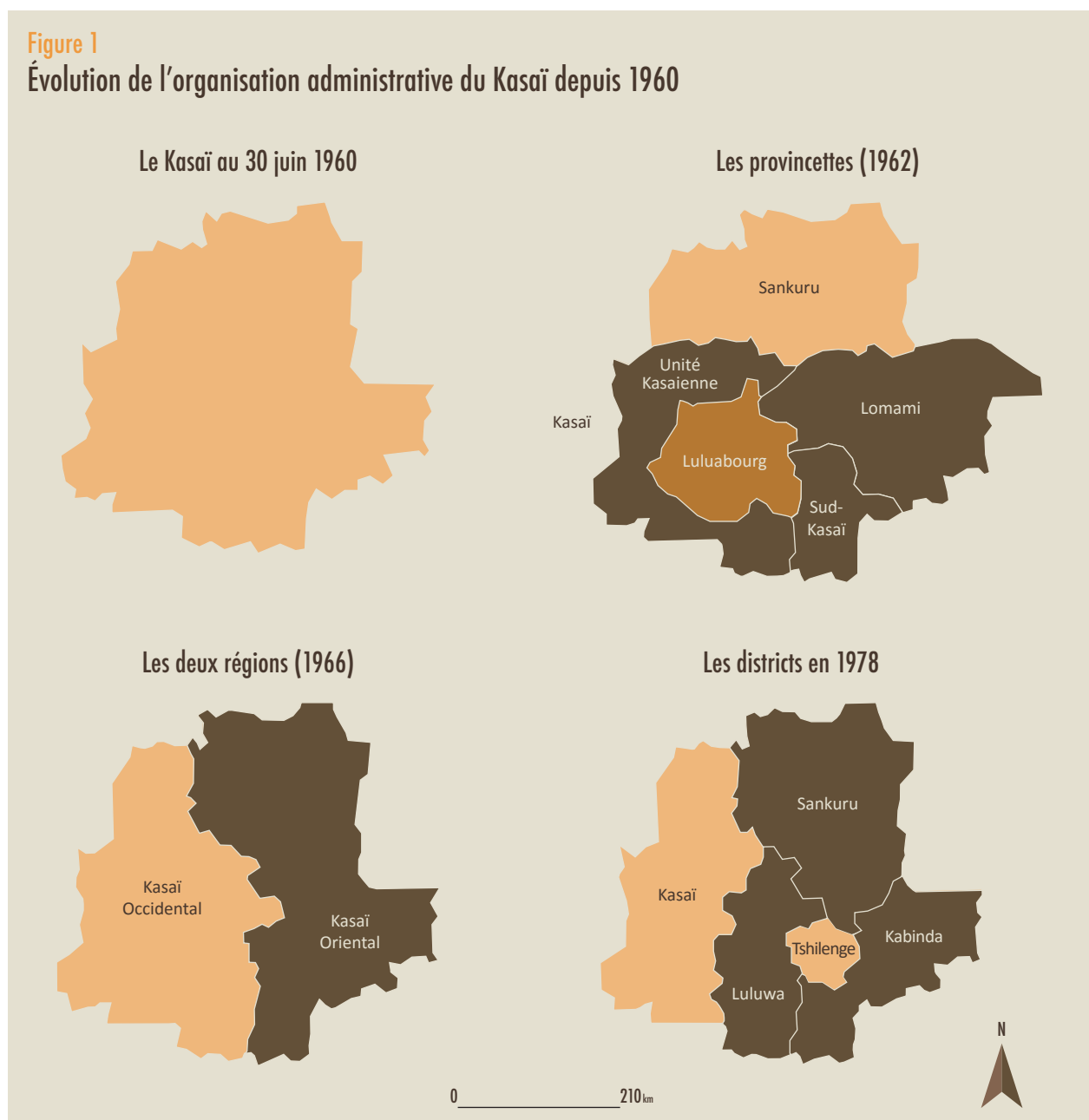
L'ambition de certains hommes politiques de la province du Kasai d'aujourd'hui était, une fois de plus, de reconstituer une province qui ne serait pas sous domination lubaphone. La création en

1966 des deux régions qui sont ensuite devenues les provinces du Kasai Occidental et du Kasai Oriental a dissout l'hégémonie non-lubaphone de l'Unité Kasaienne dans une province dominée par les Lulua, avec sa capitale située à Kananga. Cela a constitué une source de frustration de longue date pour les politiciens non-lulua, en particulier depuis que la ville de Tshikapa et ses environs génèrent une quantité substantielle d'argent grâce au commerce des diamants. Cela a également créé une situation dans laquelle le Kasai Central et la ville de Kananga sont privés de certains revenus provenant de l'exploitation minière autour de Tshikapa et du port d'Ilebo.

La constitution de la nouvelle province du Kasai a été perçue par certains acteurs politiques comme une opportunité de reconstituer l'idée, sinon le territoire exact, de l'Unité Kasaienne. La différence entre l'Unité Kasaienne et l'actuelle province du Kasai, cependant, est que cette dernière, qui correspond aux frontières de l'ancien District du Kasai qui faisait auparavant partie de la province du Kasai Occidental, comprend également un certain nombre de zones de langue luba. Le résultat a été une situation dans laquelle les lubaphones dans la nouvelle province ont été largement mis à l'écart des postes politiques importants, mais toujours physiquement présents - notamment en tant qu'électeurs possibles - dans la province. La création des milices Bana Mura et Ecurie Mbembe, composées de Pende, de Chokwe et, dans une moindre mesure, de Tetela, est perçue comme un moyen de chasser l'électorat lubaphone de la province, « de retour » au Kasai Central.

Figure 1

Évolution de l'organisation administrative du Kasai depuis 1960



Source: Kabata Kabamba, Op.cit. p.105.

Références

- ¹ Kamuina Nsapu est la capitale du *groupement* de Bashila Kasanga dans le territoire de Dibaya, province du Kasai Central.
- ² Al Jazeera, « UN : Soldiers Kill 101 in Clashes with Kamwina Nsapu », 14 février 2017.
- ³ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, « Rapport de l'Equipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai », 6 juin 2018.
- ⁴ Entretien avec un membre de la famille de Pandi.
- ⁵ Entretiens avec un officiel congolais et un activiste de la société civile à Kananga.
- ⁶ Entretiens avec deux activistes de la société civile congolaise à Kananga.
- ⁷ Voir le rapport officiel du gouvernement de la RDC : « Eléments d'information liés au phénomène 'Kamuina Nsapu', Livre Blanc, Tome I », Ministère de l'Intérieur et Sécurité, Ministère de la Justice et Garde des Sceaux, Ministère des Droits Humains, Kinshasa, République Démocratique du Congo, 12 juin 2017, pp.4-5. Suivre le lien : <https://www.scribd.com/document/351891527/Livre-Blanc-Special-Tome-1-sur-la-situation-dans-le-Kasai-Gouvernement-de-la-RD-Congo>. Voir également Alex Kande Mupompa, « Situation Sécuritaire du Groupement Kamuina Nsapu (Bajila Kasanga) », 10 juillet 2016, p.1.
- ⁸ *Op.Cit.*, « Eléments d'information... » p.7. Voir également *Op.Cit.*, « Situation Sécuritaire... du Groupement Kamuina Nsapu (Bajila Kasanga) », 10 juillet 2016, p.2.
- ⁹ Entretiens avec un politicien et deux activistes de la société civile à Kananga.
- ¹⁰ Voir également Albert Kalamba-Tshikomo. 2012. *Le culte de Tshiota chez les Bashilange du Kasai Occidental*. Paris: Edilivre.
- ¹¹ *Op. cit.*, « Situation Sécuritaire... », p.6.
- ¹² *Op. cit.*, « Eléments liés », p.7.
- ¹³ Radio Okapi, « Joseph Kabila inaugure une centrale solaire à Kananga », juillet 18 2016. <https://www.radiookapi.net/2016/07/18/actualite/societe/joseph-kabila-inaugure-une-centrale-solaire-kananga>.
- ¹⁴ Entretien avec un politicien provincial à Kananga.
- ¹⁵ Simon Pierre Tshibuyi Kayembe, « Rapport Relatif à la Mission Officielle Effectuée en Date du Lundi 25/07/2016 Auprès du Chef de Groupement Kamuina Nsapu (Bashila Kasanga) dans le Secteur de Dibataie, Territoire de Dibaya », 28 juillet 2016.
- ¹⁶ Radio France Internationale, « La crise au Kasai en 30 dates », juin 2017.
- ¹⁷ Kimiko de Freytas-Tamura et Somini Sengupta, « For 2 Experts Killed in Congo, U.N., Provided Little Training and No Protection », *New York Times*, 20 mai 2017. Suivre le lien : <https://www.nytimes.com/2017/05/20/world/africa/congo-zaida-catalan-michael-j-sharp-united-nations-democratic-republic-of-congo.html>.
- ¹⁸ Communication électronique avec Clément Kanku et son avocat, juin 2018.
- ¹⁹ UNICEF, « Kasai: A Children's Crisis. Coping with the impact of conflict in the Democratic Republic of the Congo ». mai 2018, p.20. Suivre le lien : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UN0206466.pdf>.
- ²⁰ Ibid.
- ²¹ Entretiens avec deux membres de la société civile à Kananga
- ²² Radio France Internationale, « Violences meurtrières au Kasai : les FARDC appellent à la reddition des miliciens », 16 mai 2017.
- ²³ Entretien avec un politicien provincial à Kananga.
- ²⁴ Radio France Internationale, « RDC: Violences Au Kasai—La mort d'un chef », juin 2017.
- ²⁵ Ibid.
- ²⁶ Voir également Radio France Internationale, « La Crise au Kasai en 30 dates », juin 2017, <http://webdoc.rfi.fr/rdc-Kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/chronologie/index.html>, consulté le 31 mai 2018.
- ²⁷ « Central Congo militia decapitates 40 police officers in ambush », Reuters, 25 mars 2017 ; transcription d'un entretien avec un survivant d'une attaque.
- ²⁸ Conseil des droits de l'homme de l'ONU, « Rapport de l'Equipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai », 6 juin 2018.
- ²⁹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, « Rapport de l'Equipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai », 6 juin 2018. , p. 13.
- ³⁰ Sonia Rolley, « Violence in Kasai: The Army's Response », juin 2017.

- ³¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, « Update Alerte Kasai, Kasai Oriental, et Kasai Central », 11 janvier 2017.
- ³² Kimiko de Freytas-Tamura, « Who's in Congo's Mass Graves? And Why Are Soldiers Guarding Them? » The New York Times, 28 juillet 2017 ; Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « DRC: Further mass graves and killings discovered in Kasais, says Zeid », 19 avril 2017.
- ³³ Communication électronique avec un membre de l'ONU, février 2017 ; « Gédeon Kyungu aurait envoyé sa milice dans le Kasai pour commettre des exactions », Politico.cd, 25 mai 2017.
- ³⁴ Entretien par téléphone avec un officier des FARDC, août 2017 ; communication électronique avec un membre de l'ONU, septembre 2017.
- ³⁵ Entretien par téléphone avec un ancien officier des FARDC, janvier 2018.
- ³⁶ Entretien par téléphone avec un officier du renseignement congolais, décembre 2017 ; communication électronique avec un membre d'une organisation internationale de défense des droits humains, juin 2018 ; communication électronique avec un officier supérieur de l'armée congolaise, janvier 2018.
- ³⁷ Sonia Rolley, « Experts de l'ONU tués en RDC : interrogations autour du rôle d'agents de l'État », Radio France International, 20 décembre 2017 ; Aaron Ross, « Who killed U.N. experts in Congo? Confidential prosecutor's file offers clues » 20 décembre 2017.
- ³⁸ Michelle Nichols, « U.N. experts say Congo obstructs probe of U.N. monitors' killings : note », 2 mai 2018 ; Radio France Internationale, « Experts de l'ONU tués en RDC : la disparition de 'Bula Bula' inquiète », 28 janvier 2018.
- ³⁹ Voir Sonia Rolley, « DRC: Violence in Kasai: The United Nations Deals with Crisis », Radio France Internationale, juin 2017.
- ⁴⁰ International Refugee Rights Initiative (IRRI), « Conflit et déplacement au Kasai », janvier 2018, p.15. Fédération internationale des droits de l'homme, « Massacres au Kasai : des crimes contre l'humanité au service d'un chaos organisé. République Démocratique du Congo. Rapport d'enquête », décembre 2017.
- ⁴¹ Entretien avec un homme politique de la coalition au pouvoir à Tshikapa.
- ⁴² Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Rapport d'une mission du Bureau du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme – témoignages des réfugiés qui ont fui la crise de la région du Kasai, en République démocratique du Congo », août 2017.
- ⁴³ Ce dernier était devenu chef malgré sa parenté mixte en vertu d'une mère Chokwe, puisque les Chokwe sont matrilineaires - ils retracent la descendance par la mère.
- ⁴⁴ Entretien avec un politicien provincial à Tshikapa.
- ⁴⁵ Entretien avec un chef coutumier à Tshikapa.
- ⁴⁶ Entretiens, militants des droits humains (4), membres du PPRD (1), chefs communautaires (2), politiciens provinciaux (opposition) de la province du Kasai (2), membres des FARDC (1), Tshikapa.
- ⁴⁷ Entretiens avec un politicien (opposition), militant des droits humains à Tshikapa.
- ⁴⁸ Entretiens avec des défenseurs des droits humains, un membre de la société civile, un chef communautaire, et un politicien de l'opposition à Tshikapa.
- ⁴⁹ Entretien avec un militant de la société civile à Tshikapa.
- ⁵⁰ Entretiens avec un agent de la fonction publique, un défenseur des droits humains, un politicien de l'opposition, un politicien de la coalition au pouvoir, et un employé des Nations Unies à Tshikapa.
- ⁵¹ Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Rapport d'une mission du Bureau du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme – témoignages des réfugiés qui ont fui la crise de la région du Kasai, en République démocratique du Congo », août 2017.
- ⁵² Entretien avec un membre de la communauté Chokwe à Tshikapa.
- ⁵³ Tshiombe est lubaphone, tandis que Kalamba est Kete et Shakobe. Ce dernier est Mpiang, un sous-groupe des Kuba.
- ⁵⁴ Radio Okapi, « Kasai: Denis Kambayi dément avoir nommé d'anciens miliciens dans sa garde rapprochée », avril 28 2013. <https://www.radiookapi.net/2018/04/28/actualite/politique/Kasai-denis-kambayi-dement-avoir-nomme-danciens-miliciens-dans-sa>
- ⁵⁵ Ce processus, appelé *affranchissement*, est habituellement entrepris avec le consentement du chef originel du *groupement*, qui, après accord avec l'un de ses *kapitas* (chef subordonné) accepte e créer un nouveau *groupement* avec le *kapita* comme chef. C'est habituellement fait quand la population d'un *groupement* a grandi suffisamment pour que la création d'un nouveau puisse se justifier.

- ⁵⁶ Voir La Société Civile / Forces Vives de la R.D.C., Province du Kasai Central, Bureau de Coordination, « Note Conceptuelle sur les Facteurs de Fragilité dans la Province du Kasai Central, » 12 juin 2017.
- ⁵⁷ Entretiens avec un chef coutumier, un parlementaire provincial et une autorité administrative à Kananga.
- ⁵⁸ Entretien avec un chef coutumier à Kananga.
- ⁵⁹ État des lieux de la province à septembre 2017, p.5.
- ⁶⁰ Agence Congolaise de Presse, « 538 cas de conflits coutumiers enregistrés en RDC de 2014-2016 », 4 janvier 2017.
- ⁶¹ Radio Okapi, « Kasai-Occidental : la Ceni appelle le gouvernement à harmoniser les listes des groupements », 25 avril 2014.
- ⁶² Logistics Cluster, « Building skills for future: The Logistics Cluster training programme in DRC. », juin 13 2018. <https://logcluster.org/blog/building-skills-future-logistics-cluster-training-programme-drc>
- ⁶³ Evans-Pritchard E.E. 1976. *Witchcraft, Oracles and Magic Among the Azande* (Sorcellerie, oracles et magie chez les Azandé) Oxford Clarendon Press p.19.
- ⁶⁴ Entretien avec un chef religieux à Tshikapa.
- ⁶⁵ Entretien avec un défenseur des droits humains à Kananga.
- ⁶⁶ Actualité.cd, « Massacre de Mwanza Lomba : 7 militaires condamnés à des peines allant de 15 ans à la prison à vie », <https://actualite.cd/2017/07/06/massacre-de-mwanza-lomba-7-militaires-condamnes-a-peines-allant-de-15-ans-a-prison-a-vie/>.
- ⁶⁷ Open Society Foundations, « Mobile Courts Combat Rape and Impunity in Eastern Congo », octobre 2012.
- ⁶⁸ Entretien avec un officier des FARDC à Kananga, juin 2018.
- ⁶⁹ Michelle Nichols, « U.N. experts say Congo obstructs probe of U.N. monitors' killings: note », Reuters, 2 mai 2018.
- ⁷⁰ Entretien téléphonique avec un représentant de la société civile à Kananga, juin 2012.
- ⁷¹ « Allocution de Son Excellence Monsieur Joseph Kabila Kabange, Président de la République démocratique du Congo à la 72ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies », New York le 23 septembre 2017.
- ⁷² RFI Afrique. « A l'ONU, Kabila se présente comme le seul garant de la sécurité de son pays », septembre 24 2017. <http://www.rfi.fr/afrique/20170924-onu-kabila-presente-comme-seul-garant-securite-son-pays>
- ⁷³ VOA Afriques, « Kabila: le cap vers les élections est définitivement fixé mais les défis restent énormes », septembre 23 2017. <https://www.voafrique.com/a/kabila-le-cap-vers-les-elections-est-definitivement-fixe-mais-les-defis-restent-enormes/4041386.html>
- ⁷⁴ Entretien avec un parlementaire national à Kinshasa.
- ⁷⁵ Entretien avec un chef communautaire à Tshikapa.
- ⁷⁶ Sosthene Kambidi, « 'Le forum pour la paix, la réconciliation et le développement du Kasai est un échec' (Kasonga Tshilunde) », 20 octobre 2017. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://actualite.cd/2017/10/20/forum-paix-reconciliation-developpement-kasai-echec-kasonga-tshilunde/>
- ⁷⁷ Entretien avec un militant de la société civile à Kananga.
- ⁷⁸ Entretien avec un chef coutumier Chokwe à Tshikapa.
- ⁷⁹ Entretien avec un député provincial à Tshikapa.
- ⁸⁰ Entretien téléphonique avec un membre de la société civile à Tshikapa.
- ⁸¹ Voir, par exemple, Mambi Tunga-Bau, Héritier, *Pouvoir traditionnel et pouvoir d'État en République démocratique du Congo*. Kinshasa : Médias Paul, 2010.
- ⁸² « MONUSCO condemns the attacks perpetrated in Tshikapa », 6 décembre 2016.
- ⁸³ Haut Commissariat de l'ONU pour les Droits de l'Homme, "RDC : le Haut-Commissaire aux droits de l'homme appelle à l'arrêt immédiat des massacres," 20 février 2017.
- ⁸⁴ Cette annexe s'inspire largement de Kalala Ngalamulume, 1995. « Mythe, Politique et Histoire : Le Mythe de Mande Katawa chez les « Luluwa » du Kasayi ». *History in Africa* 22:329-347.
- ⁸⁵ Mabika Kalanda, 1970. *Baluba et Lulua. Une ethnie à la recherche d'un nouvel équilibre*. Nendeln (Liechtenstein): Kraus Reprint, pp.17-19, 42.
- ⁸⁶ Kalala Ngalamulume, *op. cit.*, p. 329.
- ⁸⁷ Ibid., p. 343.

CONGO RESEARCH
GROUP



GROUPE D'ÉTUDE
SUR LE CONGO

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants : www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org.